ISSN 0024-7650

Philippines :
la population a chassé Marcos

p.12 - 13

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 926 - 1er mars 1986 - prix : 6 F

Egypte :

nouvelle explosion de la misère

p.13

travailleuses,
travailleurs,
pour vous préparer
à vous défendre
après le 16 mars

votez le plus
à gauche possible

votez lutte ouvrière

(éditorial p. 3)

M 6189 - 926 - 6 F

SOMMAIRE

Dans le monde

Pages 12 et 13 :
— Philippines : la population a chassé Marcos.
— Egypte : nouvelle explosion de la misère.

Page 14 :
— Il y a 30 ans, le XXème congrès du PC soviétique : quand les héritiers de Staline "destalinisaient".

Page 15 :
— XXVIIème congrès du PC soviétique : à l'Est, rien de nouveau.
— Haïti ; Mali-Burkina.

Politique

Page 4 :
— Les candidatures de Lutte Ouvrière.
— Gauche-droite : travailleurs, ne marchons plus.

Pages 6 et 7 :
— Discussions avec des militants électeurs du PS et du PC.

Pages 8 et 9 :
— "Voter ne sert à rien, si on ne sait pas se fâcher à temps" (extraits des interventions du meeting de présentation des candidatures de Lutte Ouvrière).

Page 16 :
— La fin de la crise ? Quand les charlatans et les marchands d'illusion lisent dans le marc de pétrole.

Social

Page 11 :
— Vallourec Montbard : 3ème accident mortel en 10 mois.
— Hôpital Edouard-Herriot Lyon : de pire en pire.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage 23 000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 685110 R.

communiqués

Meeting de solidarité avec la Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme et toutes les victimes de la répression en Algérie

Samedi 8 mars à 14 h 30, Palais de la Mutualité (Paris)

Périodiquement et méthodiquement, la répression s'abat sur les militant(e)s pour les libertés en Algérie. Des hommes et des femmes sont arrêtés, kidnappés, torturés, humiliés, sans autre raison que celle d'avoir eu le courage de dénoncer l'injustice et l'arbitraire.

Des militant(e)s pour la démocratie politique, culturelle, pour la justice sociale et le respect des libertés fondamentales, grossissent chaque jour les rangs des détenus dans les prisons algériennes. Récemment, deux procès ont été tenus devant la Cour de sûreté de l'Etat. Les observateurs dépêchés par la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et par Amnesty International ont pu entendre des témoignages divers et accablants sur la pratique de la torture, de sévices moraux et physiques sur la personne des détenus, sur l'existence de polices et de prisons "parallèles", sur le non-respect des délais de garde-à-vue, des droits de la défense, ainsi que sur le non-respect des conventions et des accords internationaux, y compris ceux ratifiés par le gouvernement algérien.

Après des verdicts très lourds (jusqu'à 20 années d'emprisonnement), la vie d'un certain nombre de détenus est en danger. Le refus du gouvernement algérien de recevoir la délégation médicale envoyée par la FIDH confirme la gravité de la situation. Mais outre la Cour de sûreté de l'Etat, des tribunaux de droit commun, siégeant en flagrant délit, prêtent leur concours pour condamner des détenus d'opinion. C'est ainsi que des lycéens et des étudiants, pour "fait de grève", ont écopé de 6 à 24 mois d'emprisonnement.

Devant la multiplication de tels actes, et les violations répétées des droits de l'homme en Algérie, l'opinion internationale ne saurait rester insensible. Il est nécessaire que le mouvement de solidarité avec la jeune Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme (dont la quasi-totalité des membres du comité directeur sont emprisonnés) et toutes les victimes de la répression en Algérie continue de s'amplifier pour :
— La libération de tous les détenus d'opinion.
— Le libre exercice du droit associatif.
— La reconnaissance par les autorités de la Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme.

En conséquence, le Comité de Soutien à la Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme appelle l'ensemble des organisations humanitaires et démocratiques, tant en France que par le monde, à aider et à participer au plein succès du meeting de solidarité qu'il organise ce samedi 8 mars 1986 à 14 h 30, au Palais de la Mutualité, à Paris (M° Maubert-Mutualité).

Paris, le 8 février 1986
CSLADDH

Avec le soutien de :
FFS (Algérie), MDA (Algérie), LCR, LO, FEN-SNI (Paris), FO (Région parisienne), UNEF-ID, ACB, ACIMA (Algérie), ADDHMA, ADL (Tunisie), ADSH, AIJD, AJE, ADDH (Maghreb), AMF, ASDHo (Maroc), ASTI (Paris 17e), TILLELI, CCRA (Algérie), CTA (Algérie), CSLADDH (Canada), CSLADDH (Suisse), CIJ, STM (Europe), UTIT (Tunisie), RADIO SUD et RADIO TAMAZIGHT (102.7) et RADIO BEUR (98.5).

A PROPOS DE LA LIMITATION DES ACTIVITÉS POLITIQUES DES ÉTUDIANTS IRANIENS EN FRANCE.

Les groupes et associations iraniens à la Cité Universitaire de Paris nous communiquent :

"Nous appelons tous les militants anti-impérialistes, les démocrates et les progressistes à participer au rassemblement qui aura lieu le vendredi 28.02.86 à 15 heures, devant le cabinet du ministre de l'Education nationale, afin de protester contre la politique de pressions incessantes du gouvernement français visant à limiter les activités politiques et de propagande des étudiants iraniens contre le régime de la république Islamique en Iran et demander la réouverture du hall central de la Maison Internationale de la Cité Universitaire de Paris.
Lieu du rassemblement : 110, rue de Grenelle, 75007 Paris (M° Rue du Bac)".

dans notre courrier

ENVOYEZ LA MATIÈRE PREMIÈRE !

Bonjour vous tous,

Je joins à cette lettre un chèque de 50 F. C'est relativement peu quand on sait ce que coûte une véritable campagne, c'est beaucoup quand on sait ce que nous n'allons pas gagner. Un vote "ras-le-bol", disiez-vous, tout comme la LCR, et d'autres, avec lesquels vous refusez l'union; un vote "ras-le-bol" pour les travailleurs, mais un "vote idéologique d'appareils politiques", comme le prouve la préparation des élections. C'est bien triste ! Mais comme LO est seule présente en Sâone-et-Loire, ça m'évite tout de même des cas de conscience... Alors, si vous voulez que des affiches de LO soient collées sur Mâcon, vous avez désormais mon adresse pour envoyer la matière première !...

Salutations militantes,
J.P. Mâcon

Merci pour le soutien financier et militant et, bien entendu, nous enverrons "la matière première". La réalité est bien moins triste que tu le dis. Les élections, c'est l'occasion de dire ce qu'on pense, tout ce qu'on pense. Autant le dire séparément quand on ne pense pas tout à fait la même chose. On frappera ensemble, le moment venu. Mais les élections, ça sert avant tout à s'exprimer le plus clairement possible. Et que différentes organisations d'extrême-gauche aient la possibilité de s'exprimer lors de ces élections, avec les idées et le style qui les caractérisent chacune, n'est pas un handicap, loin de là.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.
A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

ÉDITORIAL

COMMENT SE DÉFENDRE APRÈS LE 16 MARS

Le 16 mars, auront lieu des élections, personne ne peut plus l'ignorer dans ce pays, tellement les journaux, la radio et la télévision nous en parlent.

Mais ce qui se passera après le 16 mars, de nombreux travailleurs se le demandent avec inquiétude.

Selon tous les sondages, selon toutes les probabilités, les partis de droite l'emporteront, et c'est donc un gouvernement de droite qui gèrera, à l'avenir, les affaires du pays. En tout cas, à droite on en est si sûr que Chirac, à l'émission télévisée "l'Heure de Vérité", mercredi soir, s'est déjà posé en Premier ministre, ou du moins les journalistes l'ont considéré comme tel en lui disant "Monsieur le Premier Ministre", officiellement parce qu'il l'avait été dans le passé, et officieusement et obséquieusement parce qu'il a des chances de l'être à nouveau bientôt.

Alors, si quelques travailleurs se disent que, avec à nouveau des partis de droite à la direction des affaires, la bourgeoisie reprendra confiance et que l'économie repartira, la majorité des travailleurs se rend bien compte que la bourgeoisie fera de toute façon ce qui lui rapporte le plus : probablement continuer à spéculer au lieu d'investir, exactement comme sous le gouvernement de gauche. Mais ils se demandent aussi avec inquiétude si la droite ne va pas se venger sur les travailleurs d'avoir été écartée des fromages gouvernementaux pendant cinq ans. Et c'est long, cinq ans, pour des gens qui ont les dents aussi longues que celles qu'on leur voit sur leurs affiches !

Cela n'a pas été assez long, disent les dirigeants socialistes, pour avoir eu le temps de faire tout ce qu'ils voulaient faire. Mais il faut croire que c'était assez long pour qu'ils se déconsidèrent suffisamment pour que tous les augures les donnent perdants le 16 mars.

Pourtant, aussi bien les dirigeants du Parti Socialiste que ceux du Parti Communiste s'évertuent à dire aux travailleurs qu'il faut encore bien voter le 16 mars, faire le bon choix.

Le Parti Socialiste dit que c'est pour empêcher que la droite revienne. Même ses dirigeants n'y croient pas, puisqu'ils discutent surtout des pouvoirs que pourrait conserver Mitterrand face à une majorité hostile à l'Assemblée nationale.

Le Parti Communiste dit que c'est pour nous défendre, nous travailleurs. Le Parti Communiste a aujourd'hui 10 % des voix. Quand il en avait 20 %, il n'a été capable que de sortir Mitterrand de l'anonymat, d'en faire le candidat de toute la gauche et de faire passer les scores du PS de 5 % à 30 %. Alors, aujourd'hui, que le Parti Communiste fasse 12 %, 10 % ou 9 % des voix, cela changera quoi ?

Non, les élections ne changeront pas notre sort. Nous le disions en 1981, nous ne pouvons que le redire aujourd'hui. Mais il y a des millions de travailleurs, aujourd'hui, dans ce pays, qui savent que cette élection du 16 mars 86, de toute façon, ne rapportera rien de bon.

Nous semblons critiquer beaucoup plus la gauche que la droite. C'est vrai. Les travailleurs ne sont pas trompés par la droite. Mais ils l'ont été, et beaucoup le sont encore, par les dirigeants de la gauche, qui se présentent comme les amis des travailleurs, mais sont de faux amis quand ce ne sont pas de vrais adversaires.

Cependant, nous voulons nous adresser aux militants socialistes, aux militants communistes, qui appartiennent à la classe ouvrière, et plus généralement nous adresser aux travailleurs.

Nous voulons leur dire : après le 16 mars, ce gouvernement de droite qui ne manquera pas de sortir des élections, eh bien, il faudra bien que vous soyiez avec nous pour le combattre. Qu'allez-vous dire aux travailleurs ? Qu'il faut qu'ils attendent deux ans, cinq ans, vingt ans, pour que la gauche revienne à nouveau pour faire mieux, espérons-le, que ce qu'elle a fait pendant cinq ans ? Qu'elle saura alors qu'un gouvernement de gauche aura à se heurter à toutes les institutions qui défendent la bourgeoisie, le Conseil d'Etat, le Sénat, le Conseil constitutionnel ? Vous leur direz que vos dirigeants ont appris qu'ils auront à se heurter au pouvoir économique de la bourgeoisie et qu'ils ne le savaient pas en 1981 ? Qu'allez-vous dire aux travailleurs, face aux attaques de la bourgeoisie, du patronat, du gouvernement ? Qu'il faut qu'ils subissent, qu'ils encaissent ? Qu'allez-vous leur dire ? Que la lutte de classe est périmée et qu'il n'y a rien d'autre à faire qu'à attendre qu'un miracle sorte d'une des élections à venir ?

Non. Nous espérons que vous ne direz pas cela. Nous espérons que nous pourrons dire, tous ensemble, aux travailleurs, que 100 000 travailleurs en lutte et *a fortiori* 500 000, cela a plus de poids, plus de force, plus de puissance, plus d'efficacité pour changer les choses, la société, voire le monde, que dix millions de bulletins de vote.

Nous espérons que vous vous retrouverez ensemble, militants socialistes et militants communistes avec nous et avec bien d'autres, à essayer de faire en sorte que les travailleurs reprennent des forces, reprennent confiance dans leur capacité de se défendre. Que la crise, ce n'est pas une calamité tombée du ciel. C'est dû à la façon dont la bourgeoisie fait son profit, et que quand le profit passe avant les intérêts de toute la société, la bourgeoisie s'en fout.

C'est elle la responsable de la crise, c'est à elle qu'il faut s'attaquer. Les gouvernants de la bourgeoisie disent : il y a la crise, il faut que les entreprises profitent, cela créera des emplois. Ce ne sont pas les entreprises qui profitent, c'est la bourgeoisie. La bourgeoisie vide les entreprises de leur profit, de leur capacité, de leur substance pour gagner de l'argent sur le marché financier improductif. C'est ce même mécanisme qui, en 1929, avait amené un cataclysme économique qui a produit la guerre mondiale dix ans après.

Non, on ne peut pas laisser la bourgeoisie faire. Elle est irresponsable. Sa capacité, sa soif du gain, fait qu'elle sacrifierait le monde, elle l'a déjà fait, plutôt que de laisser passer la possibilité d'un profit supplémentaire.

Oui, militants communistes, socialistes, syndicalistes, nous devrons bien, après le 16 mars, nous retrouver tous ensemble contre le patronat, contre la bourgeoisie, et faire en sorte que les travailleurs, oui, se défendent. Pour cela, il faudra leur inspirer confiance. Par notre unité d'abord, par notre démocratie, par notre façon de faire passer les intérêts généraux des travailleurs avant les intérêts particuliers de chaque chapelle. Il faudra défendre chacun nos idées, mais les soumettre à l'arbitrage de tous les travailleurs, et ensuite agir, ensemble, unis, en fonction de cet arbitrage.

Oui, il y aura bien des choses à faire après le 16 mars. Et si nous critiquons la politique des dirigeants du Parti Communiste ou du Parti Socialiste, nous avons beaucoup d'estime pour les militants ouvriers de ces partis. C'est pourquoi nous nous adressons à l'ensemble des travailleurs en leur disant : tous les autres candidats vous disent votez pour nous pour changer les choses. Les candidats de Lutte Ouvrière ne vous disent pas cela, ils ne prétendent rien changer. Car, on l'a vu, même une majorité de députés de gauche au Parlement ne peut rien changer. Quand les travailleurs ne sont pas en lutte, la bourgeoisie danse.

Nous disons à tous les travailleurs, nous vous disons : votez pour nous, pour nos candidats, simplement pour indiquer aux militants socialistes, aux militants communistes, aux militants syndicalistes, dans quel sens vous voulez que leur politique change. C'est le geste le plus utile que vous puissiez faire avec votre bulletin de vote. Quoi que vous en fassiez d'autre, cela ne pèsera pas plus que le poids du papier qu'il représente. 1986 ne peut rien changer de plus que 1981 n'a changé.

Arlette LAGUILLER

16 mars 1986

VOTEZ LE PLUS À GAUCHE POSSIBLE, VOTEZ LUTTE OUVRIÈRE

LUTTE OUVRIÈRE présente des listes dans trente-trois départements, auxquelles s'ajoutent les listes présentées en commun avec la LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE dans le Maine-et-Loire.

95 % des 900 candidats que nous présentons aux législatives ou aux régionales ou aux deux sont des salariés. Parmi eux, près de 30 % sont des ouvriers de l'industrie et 45 % des employés ou des techniciens dans l'industrie ou les services.

40 % de nos candidats sont des candidates. Et ce pourcentage de femmes se retrouve très exactement dans les têtes de liste. C'est peut-être une précision qui devrait aller sans le dire pour des listes révolutionnaires, mais elle n'est peut-être pas inutile quand on compare aux pourcentages annoncés par les listes de la droite ou même du Parti Socialiste, où, de plus, les femmes sont généralement parquées en queue de liste.

Oui, nos listes reflètent bien ce qu'est le prolétariat de ce pays, la grande classe des travailleuses et des travailleurs, mieux sans doute qu'aucune autre liste, celles de la droite, cela va sans dire, mais aussi celles du Parti Socialiste où les notables dominent, et même celles du Parti Communiste sur lesquelles, si les militantes et les militants ouvriers sont nombreux, les politiciens professionnels tiennent tout de même le haut du pavé.

Oui, la composition sociale de nos listes nous permet de dire que dans cette campagne électorale nous pouvons légitimement prétendre représenter et exprimer les sentiments et les aspirations de la classe ouvrière.

MEETINGS AVEC LA PARTICIPATION D'ARLETTE LAGUILLER

• CREIL : samedi 1/3, 20 h 30, Maison Creilloise des loisirs, rue de la Maternité, Plateau Rouher (derrière le Bd Jean-Biondi).
• STRASBOURG : dimanche 2/3, 15 h, Salle de l'Aubette place Kléber, Strasbourg.
• TOULOUSE : lundi 3/3, 20 h 30, Salle Municipale, 22, allées de Barcelone, Toulouse.
• MARSEILLE : mardi 4/3, 18 h 30, Salle de la Mutualité, 1, rue François-Moisson, Marseille, 2e (entre la rue de la République et le bd des Dames — Métro : Jules-Guesde, Joliette).
• TOURS : mercredi 5/3, 20 h 30, Salle des Halles (Place Gaston-Pailhou).
• ORLÉANS : jeudi 6/3, 20 h 30. Salle des Carmes. Orléans.
• PARIS : vendredi 7 mars, à 20 h 30, salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris. Meeting de soutien aux listes Lutte Ouvrière de la Région parisienne.
• NANCY : samedi 8/3, 20 h 30, Palais des Congrès, rue du Grand-Rabbin Haguenauer, Nancy.
• MONTBELIARD : dimanche 9/3, 15 h, lors de la fête de L.O.
• RENNES : lundi 10/3, 20 h 30. Salle de la Cité, rue Saint-Louis, Rennes.
• ROUEN : mardi 11/3, 20 h 30, à la Halle-aux-Toiles, Rouen.
• BORDEAUX : mercredi 12/3, 20 h 30, salle de l'Athénée, place Saint-Christolly, Bordeaux.
• LYON : jeudi 13/3, 20 h 30, Mairie du 6e arrondissement, rue de Sèze (Métro : Masséna), Lyon 6e.
• BOURGES : vendredi 14/3, 20 h 30. Salle Calvin, Bourges.

Réunion publique Lutte Ouvrière

• AMIENS : vendredi 7/3 -20 h 30, salle place Dewailly, Amphi n° 2, Amiens, avec les candidats Lutte Ouvrière de la Somme aux élections législatives et régionales.

Réunion publique Lutte Ouvrière Ligue Communiste Révolutionnaire

• ANGERS : samedi 8/3, 16 h, Salle Daviers. 5 bd Daviers, Angers, avec les candidats LO-LCR aux législatives et aux régionales : Didier Testu et Jean-François Pozzan.

LES CANDIDATES ET LES CANDIDATS DE LUTTE OUVRIÈRE

ILE-DE-FRANCE

Notre camarade Arlette Laguiller, porte-parole de notre mouvement, conduira les listes de candidats Lutte Ouvrière en Seine-Saint-Denis, aux législatives comme aux régionales.

PARIS (75) : Chantal CAUQUIL, 37 ans, employée d'assurances.
SEINE-ET-MARNE (77) : Annick MARSAULT, 37 ans, employée de banque.
YVELINES (78) : Daniel BENARD, 44 ans, mécanicien d'entretien.
ESSONNE (91) : Yves THORAVAL, 50 ans, technicien.
HAUTS-DE-SEINE (92) : Paul PALACIO, 42 ans, ouvrier métallurgiste.
VAL-DE-MARNE (94) : Serge FRANCESCHINA, 38 ans, ouvrier de fabrication chimie.
VAL D'OISE (95) : Patrice CRUNIL, 32 ans, ouvrier, fraiseur.

AUTRES RÉGIONS

BOUCHES-DU-RHONE (13) : Jean-Marie CLOREC, 34 ans, ouvrier chaudronnier.
CHARENTE (16) : Michel DEBŒUF, 36 ans, ouvrier métallurgiste.
CHER (18) : Colette CORDAT, 33 ans, infirmière.
COTE-D'OR (21) : Jacqueline LAMBERT, 44 ans, ouvrière.
COTES-DU-NORD (22) : Martial COLLET, 26 ans, ouvrier métallurgiste.
DOUBS (25) : Christian DRIANO, 35 ans, ouvrier ajusteur.
HAUTE-GARONNE (31) : Anne-Marie LAFLORENTINE, 37 ans, employée.
GIRONDE (33) : Jean-François MAS, 35 ans, ajusteur.
ILLE ET VILAINE (35) : Raymond MADEC, 36 ans, infirmier.
INDRE-ET-LOIRE (37) : Ghantal SORNIN, 31 ans, employée SNCF.
ISERE (38) : Roland CALMEL, 41 ans, ouvrier.
LOIRE (42) : Sauveur CUADROS, 34 ans, monteur mécanicien.
LOIRE-ATLANTIQUE (44) : Marie-France BELIN, 42 ans, employée.
LOIRET (45) : Christiane HAUCHERE, 37 ans, employée aux chèques postaux.
MEURTHE-ET-MOSELLE (54) : Gérard NEIS, 29 ans, sidérurgiste.
NORD (59) : Nicole BAUDRIN, 33 ans, sage-femme.
OISE (60) : Roland SZPIRKO, 40 ans, ouvrier métallurgiste.
PUY-DE-DÔME (63) : Claude DUFOUR, 32 ans, ouvrier électricien.
BAS-RHIN (67) : Michel SERFATI, 32 ans, ouvrier.
RHÔNE (69) : Georges MESTRES, 35 ans, ouvrier, métallurgiste.
SAÔNE-ET-LOIRE (71) : Marie-Thérèse DEROCHE, 34 ans, ouvrière.
SEINE-MARITIME (76) : Gisèle LAPEYRE, 35 ans, laborantine.
SOMME (80) : Freddy STEFANSKI, 29 ans, instituteur.
HAUTE-VIENNE (87) : Claudine ROUSSIE, 35 ans, infirmière.
TERRITOIRE-DE-BELFORT (90) : Gérard BELOT, 37 ans, ouvrier.

Dans le Maine-et-Loire, seront présentes des listes communes Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière avec, en tête de liste :
• Pour les législatives : Marie-Louise DUPAS, 36 ans, infirmière (LO).
• Pour les régionales : Didier TESTU, 33 ans, ouvrier métallurgiste (LCR).

ÉDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE DU 24/2/86

GAUCHE, DROITE... TRAVAILLEURS, NE MARCHONS PLUS

Beaucoup de travailleurs sont déçus, écœurés, parce que le gouvernement socialiste n'a pas amélioré les conditions de vie des travailleurs et des gens du peuple, au contraire. Quant à la droite, inutile de dire que les travailleurs ne veulent pas la revoir.

Mais la responsabilité principale de la gauche gouvernementale, c'est d'avoir endormi, désarmé la classe ouvrière, justement dans une période où la classe ouvrière a besoin de toute sa combativité, pour se défendre contre une bourgeoisie qui profite de la crise et de la pression du chômage pour aggraver les conditions d'exploitation des travailleurs.

La guerre menée par la bourgeoisie contre la classe ouvrière se déroule depuis cinq ans à armes inégales. La bourgeoisie saisit toutes les occasions de porter des coups contre les travailleurs, et le gouvernement qui se prétend socialiste demande aux travailleurs de produire, de se faire exploiter, tant qu'ils ont un emploi, et de se taire lorsqu'ils sont au chômage : de se résigner et d'accepter toujours.

En cinq ans les socialistes ont bien servi les riches au gouvernement et menti sur toute la ligne aux travailleurs. Car c'est un mensonge que de prétendre que ce gouvernement a tenté de mener une politique de gauche.

Oui, tandis que les actions et les profits des bourgeois grimpaient, la cote des idées de gauche, du programme de gauche, elle, dégringolait. Car cette politique de droite que de faux hommes de gauche ont menée pendant cinq ans, beaucoup l'ont prise pour une politique de gauche. Mais le gouvernement n'a pas fait payer les riches, il les a au contraire aidés à pressurer les pauvres.

Le Parti Communiste, aujourd'hui, est très critique envers Mitterrand et le gouvernement socialiste. Mais il ne l'a pas toujours été. Il y a eu les périodes avec critiques et les périodes sans. Pour quel PC voter ? Pour le parti du changement qu'il prétend être, ou pour le parti des changements perpétuels qu'il est vraiment ?

Et puis c'est trop facile de critiquer maintenant que tout le mal est fait. Chacun sait que c'est au lancement que ça marche ou que ça explose, et que si Mitterrand avait invité les communistes au lancement du gouvernement, c'était bien pour limiter les risques de la part des travailleurs. Le PC a bien mérité de Mitterrand, mais c'est pourquoi il ne mérite pas les votes des travailleurs.

Alors, puisqu'avec les élections l'heure est au bilan, profitons-en pour dire ce que nous pensons ; mais ce que nous pensons vraiment, sans tomber dans le piège du prétendu "vote utile". Car aucun vote ne sera jamais utile à changer les choses et la vie.

Les riches et les possédants, eux, n'attendent rien de tel des élections. Ils n'ont pas besoin de voter ni d'être élus pour aggraver l'exploitation d'un côté, et licencier de l'autre.

La seule démonstration à faire, c'est de montrer, en votant pour les candidats de LUTTE OUVRIÈRE, qu'une fraction de l'électorat de gauche, de la classe ouvrière, ne croit plus à la comédie électorale, ne fait plus confiance qu'à la lutte de classe. Et cette fraction consciente, c'est un gage pour l'avenir, pour les combats futurs de la classe ouvrière.

Car il faut montrer qu'il y a une minorité qui ne confond pas le socialisme avec Mitterrand, ni le communisme avec Marchais, qu'il y a déjà dans la classe ouvrière, une nouvelle génération de femmes et d'hommes qui reprendront le flambeau. Et même si le Parti Socialiste et le Parti Communiste au gouvernement ont déconsidéré les idées de gauche et les idéaux de la classe ouvrière, il faut qu'il y en ait qui prennent la relève et montrent à la bourgeoisie qu'elle n'en a pas fini, ni avec le socialisme, ni avec le communisme.

Travailleurs, exprimez votre haine de la droite, votre écœurement de la gauche, en votant à l'extrême-gauche, en votant LUTTE OUVRIÈRE.

16 mars 1986

VOTEZ LE PLUS À GAUCHE POSSIBLE, VOTEZ LUTTE OUVRIÈRE

DÉJÀ LA COHABITATION

La majorité de droite au Sénat vient de refuser de revoir en seconde lecture le texte de la loi sur la flexibilité, après avoir refusé de le voter.

Cela fait radical, la droite n'a pas soutenu le gouvernement, l'opposition est bien une opposition, les apparences sont sauves.

Les apparences seulement, car, en fait, le geste du Sénat permet de faire passer la loi ! En mettant un terme aux tentatives d'obstruction des sénateurs du Parti Communiste, la majorité de droite du Sénat permet ainsi que le texte revienne devant le Parlement pour un vote définitif... Et, au Parlement, le gouvernement socialiste dispose encore d'une majorité absolue ! Autant dire directement que la droite, au Sénat, a permis au Parti Socialiste de faire de cette loi sur la flexibilité son dernier cadeau aux patrons avant de passer la main. Et la droite se payera le luxe, si elle est majoritaire après le 16 mars — ce que tout semble indiquer —, d'aggraver le texte de la loi sur la flexibilité en disant aux travailleurs : ne vous plaignez pas, ce sont vos "amis" du Parti Socialiste qui ont institué cette loi, nous ne faisons que la perfectionner !

Une semaine plus tôt, quand Mitterrand décidait d'envoyer les avions français pilonner au Tchad, les chefs de la droite n'avaient rien trouvé à redire.

Cette fois, à propos du projet de loi sur la flexibilité, le vice-président du Sénat, interrogé à la télévision sur ce *"cadeau"* fait au gouvernement, a répondu : *"C'est surtout un cadeau fait à la France"*...

Comme on voit, que ce soit en politique étrangère ou en politique intérieure, tout est prêt pour la "cohabitation". En apparence, les chefs de la droite crieront haut et fort, mais, sur le fond, ils mettront d'autant mieux en œuvre la politique de Mitterrand que c'est la même que la leur !

Jean-Jacques FRANQUIER

REMETTEZ-NOUS ÇA LA PATRONNE

Le PCF voudrait rééquilibrer la gauche "afin que le PS soit amené à prendre en compte les propositions du Parti Communiste".

Edito après édito de *L'Humanité*, intervention après intervention de Marchais, la direction du PCF dénonce le PS qui s'apprête à cohabiter avec la droite sans l'avouer vraiment. C'est vrai.

Mais avec qui le PCF, lui, aimerait-il cohabiter ? Eh bien avec le PS de Mitterrand ! Comme en 1981 !

Georges Marchais déclarait (cité par *L'Humanité* du 26 février) qu'il fallait voter communiste pour arriver à *"une majorité de gauche rééquilibrée afin que le Parti Socialiste soit amené à prendre en compte les propositions du Parti Communiste et qu'ainsi soit mise en œuvre une politique nouvelle permettant vraiment de résoudre les graves problèmes du pays"*.

Dans *L'Humanité* du 27 février, même refrain : *"Comment le Parti Communiste Français aiderait-il à la constitution d'une majorité pour que demain la droite ne gouverne pas ?"*. A cette question Georges Marchais répondait : *"S'il s'agit de mettre en œuvre une politique nouvelle, une politique de gauche pour résoudre les problèmes de notre peuple, pour sortir la France de la crise, pour changer la société, nous sommes et nous serons toujours disponibles"*. Mais il rappelait alors les nombreuses déclarations de dirigeants socialistes affirmant leur volonté de continuer l'actuelle politique d'austérité et partant de là, rejetant toute alliance avec le Parti Communiste Français.

Et voilà, le PCF veut cohabiter avec le PS, lequel ne désire que cohabiter avec la droite. Le PCF n'a pas d'autres perspectives qu'en 1981 : prendre les mêmes et recommencer, même si cette fois on ne veut pas de lui.

Ah si, il y aurait une petite différence : le PS n'ayant plus cette fois la majorité absolue, cela l'obligera *"à prendre en compte nos positions"*... Mais qui obligera le PS devenu minoritaire à s'allier au PC plutôt qu'à la droite ?

C'est beau tout de même l'amour sans espoir de Marchais pour le PS. C'est beau et c'est triste. Un amour qui résiste à toutes les cohabitations avec autrui...

Seulement, pour les travailleurs les choses deviennent de plus en plus claires : voter communiste ce serait voter pour que, si possible, le PCF et le PS gouvernent à nouveau ensemble.

Merci, on a déjà donné !

A.V.

C'EST GENTIL D'Y PENSER SI TÔT

Fabius s'inquiète. Il n'a plus que trois semaines alors qu'il lui aurait fallu six mois, a-t-il répété à *Sept sur Sept* sur TF1. Alors vite, vite... les socialistes promettent aux femmes enceintes la première classe dans le métro.

Mais ça pose le problème du contrôle. Comment prouver qu'on est enceinte ? Et qu'est-ce qu'on fait si on l'est depuis la veille au soir ? Les socialistes ont trois semaines pour trouver la solution.

FABIUS, TOUCHE LE TAPIE

"Tapie, j'aime bien. C'est un battant !", a déclaré Fabius, le 23 février à *Sept sur sept*...

On avait bien compris que Fabius aime bien tout ce qui représente *"La France qui gagne"*... du fric, faudrait-il seulement rajouter !

Et Tapie s'est justement fait une spécialité de gagner de l'argent en rachetant des entreprises en solde, dont il licencie une bonne partie des travailleurs, pendant que les actions grimpent en bourse. Un homme dont la fortune s'est donc faite sur le licenciement des travailleurs...

Fabius a les amis qu'il peut... Et les amis de nos ennemis...

Texte du tract d'appel d'Arlette Laguiller, conduisant les listes LUTTE OUVRIÈRE aux législatives et aux régionales dans la Seine-Saint-Denis.

au MEETING de VENDREDI 7 MARS à PARIS

Grande salle de la Mutualité
20 h 30
24, rue Saint-Victor - Paris 5e
(Métro : Maubert-Mutualité)

Travailleuses, travailleurs de la région parisienne,

Je n'ai pas souvent la possibilité de m'adresser à vous par l'intermédiaire de la radio et de la télévision, contrairement à tant d'hommes politiques qui, eux, n'ont pourtant rien à vous dire, il n'est que de voir leurs affiches pour s'en rendre compte.

Tandis que moi, j'aurais tant de choses à vous dire. C'est pourquoi, je vous demande de venir le vendredi 7 mars à 20 h 30 à la Mutualité, Métro Maubert-Mutualité à Paris.

Bien sûr, certains d'entre vous, qui ont pu avoir l'occasion à la radio et à la télévision, d'entendre les rares secondes qui m'ont été consacrées, trouvent peut-être que je me répète.

Eh bien, oui, je me répète. C'est vrai. Des élections présidentielles de 1974 aux élections de 1981, j'étais la seule candidate de gauche à vous dire que François Mitterrand était un faux homme de gauche et qu'il ne pouvait rien sortir de bon pour les travailleurs du gouvernement d'Union de la gauche.

J'étais la seule à vous avoir dit de voter à gauche puisque c'était votre souhait, mais de ne rien attendre des hommes de gauche qui allaient venir au pouvoir.

Je vous avais dit aussi que pour changer leur sort, les travailleurs ne pouvaient que se défendre eux-mêmes et qu'un million de travailleurs en grève comme en 1968, peuvent plus changer les choses que 10 millions de bulletins de vote, même pour la gauche.

Je ne suis pas fière d'avoir eu raison. J'aurai préféré me tromper.

Aujourd'hui, nous avons tous fait pendant cinq ans l'expérience de cette gauche au pouvoir qui a dévalué les idées de la gauche et qui même a fait pire, a tenté et a réussi en partie, à faire croire aux travailleurs que ce n'est qu'en laissant les mains libres aux patrons, qu'on pouvait sortir de la crise. Alors que la crise, elle est pourtant bien due à ceux qui ont la responsabilité de l'économie, c'est-à-dire le patronat dans son ensemble.

Aujourd'hui de l'argent, il y en a, il y en a pour la spéculation encouragée par le gouvernement, dans les premières années, sur les monnaies, aujourd'hui sur les valeurs boursières. Mais cet argent, les bourgeois ne veulent pas l'investir d'autant que grâce aux mesures gouvernementales, les vieilles entreprises rapportent plus en produisant moins car on a diminué le nombre de travailleurs encore plus que la production et diminué les salaires réels.

Eh bien après le 16 mars, il faudra bien sûr continuer à vivre et là, travailleurs socialistes, communistes, sans parti, nous devrons bien nous poser la question face à un gouvernement de droite : comment devrons-nous, nous les travailleurs, nous défendre et défendre notre droit à une vie normale ?

Oui, travailleuses, travailleurs de la région parisienne, électrices et électeurs de gauche, j'en ai gros sur le cœur, tout comme vous peut-être.

C'est pourquoi, je souhaiterais que vous soyez nombreux à venir m'entendre pour vous parler non seulement du 16 mars, mais de l'après 16 mars.

A bientôt j'espère.

Je vous salue fraternellement.

16 mars 1986

DISCUSSIONS AVEC DES MILITANTS ET ÉLECTEURS ET DU PARTI COMMUNISTE

DU CÔTÉ DU PS

Ils le savaient avant de venir au gouvernement

Devant un Super-marché de Nanterre, un monsieur : "Moi, je suis socialiste, ce n'est pas le PS qui a le pouvoir. Les capitalistes lui ont mis des bâtons dans les roues et les dirigeants du PS n'ont rien pu faire.

Il y a 50 ans tout juste, Léon Blum avait déjà dit aux travailleurs qu'il s'était, au gouvernement, heurté au mur d'argent. Avant 1936, il ne savait pas sans doute que ce mur existait. Il avait pourtant des lunettes pour le voir !

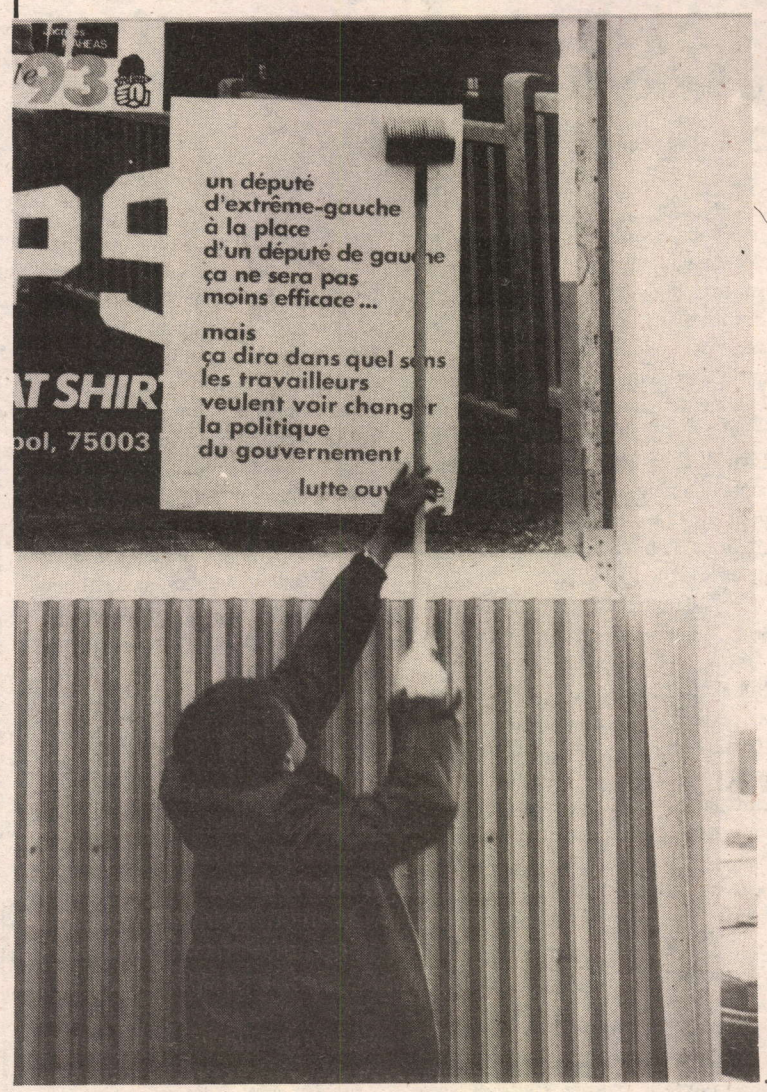
Aujourd'hui, c'est au Conseil constitutionnel, au Conseil d'Etat, au Sénat que les socialistes se sont heurtés, paraît-il. Cela existait pourtant avant qu'ils arrivent au gouvernement ! Pourquoi n'ont-ils pas avisé, avant, les travailleurs ? Parce qu'il aurait fallu les prévenir que leur bulletin de vote n'allait servir à rien ? Eh bien oui. Parce qu'il aurait fallu leur dire, que pour faire sauter le verrou du Sénat, du Conseil constitutionnel, du Conseil d'Etat, il fallait autre chose que les bulletins de vote !

De même, c'est vrai que le patronat a mis des bâtons dans les roues du gouvernement socialiste, avant même d'être gêné, d'ailleurs ! Oh, pas dans tous les domaines ! Le patronat, la bourgeoisie, les possédants ont su profiter des avantages fiscaux, du rachat à prix surévalué des entreprises nationalisées, des facilités ouvertes à la spéculation. Mais dès qu'ils voyaient des avantages supplémentaires à exiger, ils n'ont pas hésité à se servir de leur rôle économique, de leur puissance, pour mener, eux, la lutte de classe, la guerre sociale, que les travailleurs, trompés par les dirigeants socialistes, eux, ne menaient pas.

"La lutte de classe, c'est fini" disent à l'envie gouvernants socialistes et patronat. Mais les gouvernants socialistes le disent aux travailleurs, et le patronat le dit mais fait le contraire.

Cela aussi, les dirigeants socialistes devaient bien le savoir, avant de venir au gouvernement. Sinon à quoi bon être des intellectuels, des savants, des politiciens compétents, des professeurs, si l'on ne sait rien !

Mais ils s'en sont bien gardés, de le dire aux travailleurs. Ils le disent maintenant, comme excuse. Mais pour nous, il n'y a pas le choix, ou ils sont bêtes, ou ce sont des salauds. Et il y a tout lieu de croire qu'ils ne sont pas bêtes, mais qu'ils sont dans l'autre camp.



Ils pouvaient au moins faire payer les riches

Un employé de la BNP, à Paris : "Ce n'est pas la faute du PS s'il y a la crise".

Bien sûr, que ce n'est pas la faute du PS s'il y a la crise, tout comme ce n'est pas grâce à lui que le dollar baisse, aujourd'hui, ou que le prix de l'essence diminue. L'économie capitaliste mondiale est dominée par l'économie des USA. Et quand les USA éternuent, toute l'Europe s'enrhume.

De même, lors du boom économique des années 1960, ce n'est pas grâce au gouvernement de droite que le niveau de vie s'est amélioré en Europe, et en France. C'était grâce à l'essor économique mondial. Mais à l'époque les travailleurs ont eu les miettes de l'essor économique et les capitalistes ont construit des fortunes. Aujourd'hui qu'il y a la crise, les profiteurs continuent à faire fortune, et les travailleurs ont droit au chômage, à la misère pour certains, et pour tous à un niveau de vie réduit, avec l'angoisse du lendemain.

Ce qu'on aurait pu attendre du gouvernement de gauche, ce n'est pas qu'il mette fin à la crise (car, faut-il le rappeler, les élections auxquelles les socialistes se présentent n'ont pas lieu aux USA, mais en France), c'est qu'il change les choses à l'intérieur du pays, la répartition des profits et des sacrifices, qu'il fasse, comme il le dit, payer, ne serait-ce qu'un peu, les riches et beaucoup moins les pauvres. Or ce n'est pas ce qu'il a fait. Les riches ont continué à s'enrichir, et les pauvres à s'appauvrir.

Quels acquis?

Un employé, à Lyon : "Je trouve que le slogan du Parti Socialiste "Défendons nos acquis" est un bon slogan"

Quels acquis, dont on parle tant ? La première année, le SMIC a augmenté de 2 % de plus que l'indice des prix. Mais depuis, on a le droit d'utiliser des centaines de milliers de jeunes au tiers du SMIC.

Il y a eu une 5ème semaine de congés payés. Cela correspond à une augmentation de 2 % des salaires, qui a été reprise par la bourgeoisie haut-la-main depuis 4 ans.

Il y a eu la semaine de 39 heures. Et il a fallu une vague de grèves pour que cela soit sans diminution de salaire, car le gouvernement ne l'avait pas prévu. Et que reste-t-il aujourd'hui de ces 39 heures, avec la flexibilité ?

La retraite à 60 ans ? Oui, c'est un acquis qui a profité à quelques centaines de milliers de travailleurs. C'est peut-être le seul acquis, en effet. Mais, sur le plan économique, la bourgeoisie n'était pas contre : cela lui a permis de se débarrasser d'autant de travailleurs relativement bien payés car anciens, qui devenaient pris en charge par la Sécurité sociale et plus par le patronat, et cela leur a permis, parfois d'embaucher des jeunes mais à moindre coût, et le plus souvent de ne pas embaucher du tout et de commencer à vider les entreprises, sans avoir, dès le début, à payer le coût des licenciements collectifs. Parions que cette mesure-là, dans les circonstances actuelles, aucun gouvernement de droite n'y touchera.

Le PS ne s'en est pas pris aux privilèges

Un retraité, de Grenoble, défend la gauche et Mitterrand : "La preuve, que le gouvernement a fait une politique de gauche, c'est que les pharmaciens, les médecins, notaires... ont manifesté dans la rue parce qu'on s'en prenait à leurs privilèges".

Oui, mais justement, le gouvernement socialiste s'en est-il vraiment pris à leurs privilèges ? Ils ont manifesté, et là comme ailleurs, le gouvernement a battu en retraite, comme sur l'école libre, comme sur des tas de choses. Parce que eux aussi, ils savent utiliser la lutte de classe que les socialistes décommandent aux travailleurs d'utiliser parce que soi-disant dépassée.

Le gouvernement socialiste a laissé toutes leurs armes aux bourgeois, grands et petits, et il a désarmé les travailleurs.

Cinq ans, c'est long...

Au CHU de Rouen : "Les socialistes font ce qu'ils peuvent. Les patrons leur tirent dans les pattes pour qu'on s'en prenne à eux. Il ne faut pas tomber dans le panneau. Il faut leur laisser encore un peu de temps pour consolider".

Aucun gouvernement de gauche, depuis 50 ans, n'avait duré plus de 18 mois. Celui-là a disposé de cinq ans.

Cinq ans, c'est long dans la vie d'un homme comme dans la vie d'un pays. Et si maintenant, le temps ils ne l'ont plus beaucoup, la droite va revenir au pouvoir, à qui la faute, sinon à eux qui se sont déconsidérés en ne tenant pas leurs promesses ?

Car, là non plus, ils n'ont pas dit au départ, que cinq ans ce ne serait pas suffisant.

S'ils l'avaient dit avant 1981, les travailleurs leur feraient peut-être encore confiance. Mais là encore une fois, ou bien ils n'ont pas été capables de prévoir - et donc n'inspirent pas confiance - ou bien ils ont menti par omission et ce sont seulement des hypocrites.

DU CÔTÉ DU PC

A quoi servirait une remontée du PC?

Une syndiquée CFDT, membre du PSU, à Paris : "Je crois que je vais voter PCF, il faut arrêter sa chute". Un militant du PC de Paris, nous souhaitant bon courage pendant que nous collons : "Il n'y a que le vote communiste qui changera quelque chose. Le PC va remonter".

Un militant du PC d'un hôpital à Bordeaux : "Aujourd'hui le PC est en branle pour remonter le courant, et pas pour la politique passée. Marchais a fait des conneries... Mais il est prévenu, ce ne sera pas pour repartir au gouvernement pour faire une politique allant dans le sens contraire de ce que veulent les travailleurs".

Un militant PC de Rouen : "Si le PC fait un bon score, c'est dès demain que ça gênera les patrons : ils n'aiment pas que le PC fasse un bon score. Ils savent ce que ça veut dire. Le PC dans l'opposition en force, pour eux c'est déjà demain des grèves, des manifestations. Pour l'instant, vous, LO, avec 5%, vous faites moins peur à la bourgeoisie que le PC remontant. Parce que le PC c'est le grand parti des travailleurs".

Faire remonter le PC ? Il n'y a pas si longtemps, en 1969, le Parti Communiste faisait 21% des voix, alors que le Parti Socialiste faisait 5%. A quoi le Parti Communiste a-t-il utilisé cette confiance d'un électeur sur cinq ? A mettre en selle Mitterrand, et à reconstituer électoralement le Parti Socialiste pour le porter finalement au gouvernement, pour la politique qu'on sait. Alors, aujourd'hui, qu'il ait 10% des voix ou 12%, qu'est-ce que cela changerait ? Et même qu'il en ait 21 ?

Si le Parti Communiste perd encore des voix au profit du Parti Socialiste, même si ce dernier en perd en valeur absolue par rapport à 1981, ce ne sera évidemment pas bon signe. Cela voudra dire que les travailleurs sont plus nombreux à être démoralisés par les arguments fallacieux des dirigeants du Parti Socialiste selon lesquels c'est en laissant les coudées franches au patronat qu'on pourra sortir de la crise, alors que si la crise existe, c'est bien parce que la soif de profit de la bourgeoisie l'amène à spéculer plutôt qu'à utiliser son argent pour des investissements productifs.

Si au contraire, les voix du Parti Communiste remontent, on pourra sûrement en conclure qu'une fraction des travailleurs qui avaient voté socialiste auparavant ont approuvé le retrait du gouvernement des ministres communistes. Mais nous, nous disons que si les 2 ou 3% d'électeurs supplémentaires du Parti Communiste votaient pour nos candidats, leur geste serait nettement plus clair, et aurait bien plus de signification.

Cela ne changerait rien à ce qui se passerait à l'Assemblée Nationale, car les députés communistes seraient de toute façon minoritaires et n'auraient pas plus le droit à la parole qu'aujourd'hui. Mais cela voudrait dire que ces électeurs ouvriers n'attendent pas de changement à leur sort de ce qui se passera à l'Assemblée nationale. Cela voudrait dire qu'ils attendent plus des luttes de la classe ouvrière elle-même. Cela voudrait dire qu'ils savent que 500000 travailleurs en lutte pèsent plus que 5 millions de bulletins de vote.

Cela compterait beaucoup pour le moral des militants du PC et du PS au sein de la classe ouvrière, qui sauraient que beaucoup de travailleurs attendent qu'ils s'unissent pour organiser la résistance de la classe ouvrière à l'oppression patronale, et pas pour se disputer des places de députés. Voilà pourquoi, tant qu'à voter communiste, les travailleurs doivent voter pour les communistes révolutionnaires de LUTTE OUVRIÈRE.

Nous considérons les militants du Parti Communiste comme des camarades

Un ouvrier des Bouches-du-Rhône, qui verse à notre souscription mais va quand même voter PC : "Le PC est sincère, les députés PC touchent une paie d'ouviers".

Un délégué syndical de Rouen : "Les ministres communistes ont fait des crasses (...) mais ils étaient coincés et ils sont partis du gouvernement d'eux-mêmes ; la preuve que ce n'est pas la mangeoire qui les intéresse".

Un militant PC de la Seine-Saint-Denis, à propos de la participation communiste au gouvernement : "L'important, c'était d'en sortir. L'erreur, c'est d'en être parti trop tard".

Un militant PC de la banlieue parisienne : "J'en ai marre : dans la cité, des gars me reprochent la politique du gouvernement. J'ai beau leur dire que nous n'y sommes pas, ils disent : vous y avez été. C'est vrai, mais moi, j'étais contre. On s'est déconsidérés".

Nous ne discutons pas la sincérité et l'abnégation des militants du Parti Communiste. Nombre de ceux que nous connaissons, dans les entreprises justement, ou dans les quartiers, méritent l'estime des travailleurs. Nous savons faire la différence avec les hommes et les partis de la bourgeoisie. Ce que nous discutons, c'est la politique des dirigeants du Parti Communiste. Et ce que nous déplorons, c'est que les dirigeants du PC, en tout cas certains d'entre eux, se servent de l'abnégation et du dévouement de milliers de militants du parti, pour justifier frauduleusement une politique qui, objectivement depuis 1981, a servi les intérêts du patronat.

Car le gouvernement socialiste n'aurait pas pu imposer tous les sacrifices qu'il a imposés à la classe ouvrière comme il l'a fait, s'il n'avait pas eu pendant trois ans la caution morale du PC, et au travers de lui, de tous ses militants intègres, honnêtes, dévoués, qui ont utilisé, souvent en en ayant gros sur la patate leur crédit auprès des travailleurs pour cautionner le gouvernement en disant qu'il fallait attendre.

Selon nous, les ministres communistes, ne sont pas partis trop tard du gouvernement. Ils n'auraient pas dû y entrer ni soutenir, dès le départ, ce gouvernement et sa politique. Et quand ils sont partis, le mal était fait, et les militants du Parti Communiste le paient durement auprès de leurs camarades de travail. C'est cela, et seulement cela que nous disons et déplorons. Nous ne sommes pas des concurrents. Nous considérons les militants du Parti Communiste comme des camarades, même s'ils sont abusés par leurs dirigeants qui leur font voir en nous des adversaires.

Nous voudrions qu'ils comprennent qu'eux et nous, sommes des militants de la classe ouvrière, et que nous pouvons régler nos divergences devant les travailleurs, fraternellement, en laissant aux travailleurs le soin d'arbiter entre nous. Car nous serons toujours prêts à nous soumettre au jugement de notre classe sociale.

Nous voudrions bien que les dirigeants du PC en fassent autant.

Oui, il faut toujours dire la vérité

Discussion avec deux militants de Douai : ils disaient qu'ils étaient le parti révolutionnaire. Je leur ai dit que pour moi, les révolutionnaires devaient toujours dire la vérité aux travailleurs, qu'eux ne l'avaient pas fait, et qu'ils payaient cela. L'un est touché, l'autre se tire d'affaire en disant : "En tout cas, si nous ça nous a peut-être fait du tort, vous, ça ne vous a pas fait beaucoup de bien, d'avoir eu raison. Vous restez toujours minoritaires".

Un militant du PC du Nord, sur un marché : "Vous êtes les communistes à l'ancienne mode. Vous êtes comme nous étions".

A Rouen, un sympathisant d'extrême-gauche, encore proche du PC, reproche la phrase suivante de l'éditorial des bulletins d'entreprises de LO du 17 février : "Le gouvernement a déconsidéré les idées de gauche elles-mêmes. Et c'est cela qui est grave. Car non seulement la classe ouvrière ne sait pas qu'elle peut se battre, mais maintenant elle ne sait pas non plus pour quoi elle peut se battre". "Il vaut mieux éviter de dire cela" dit-il. "C'est retourner le couteau dans la plaie. C'est rajouter à la démoralisation. Il vaut mieux parler de l'avenir, pas du passé. C'est peut-être vrai, mais pas bon à dire".

Lénine disait, *"Seule la vérité est révolutionnaire"*. Et nous sommes effectivement des communistes de l'école de Lénine, et pas des communistes à la mode de Marchais.

Oui, nous préférons le Parti Communiste qui se battait pour les travailleurs, qui préparait une transformation sociale où l'exploitation de l'homme par l'homme et de la société par le Capital n'existerait plus. Une société fraternelle, c'était utopique ? Peut-être, puisque depuis 70 ans que le mouvement communiste existe, il n'a pas encore changé le monde, et même en Russie, nous sommes loin d'une société libre et fraternelle.

Mais nous sommes pour les utopies qui donnent de l'espoir, et contre le réalisme politique qui consiste à dire que le GPU c'est finalement mieux que le Tsar, ce qui n'est peut-être pas faux, mais pas l'idéal, ou, plus minablement, qu'il faut se contenter de Mitterrand puisqu'on ne peut rien avoir d'autre.

Car à quoi ça nous a avancés que le PC soit fort pendant des années, si c'est pour faire la preuve que, même quand il est fort, il est impuissant à changer la société ?

Nous, tant que nous sommes minoritaires, nous sommes sans force. Mais nous savons aussi que le jour où les travailleurs s'empareront d'eux-mêmes de nos idées, la société changera de fond en comble. C'est pourquoi nous nous battons pour maintenir vivante la petite flamme de ces idées, de ce communisme tel qu'il était dans sa jeunesse, car nous savons que tant que cette petite flamme reste allumée quelque part, rien n'est perdu. Tout est possible.

Alors, tant qu'à faire d'être résigné, réaliste, compréhensif, eh bien, nous comprenons que nombre d'électeurs communistes aient préféré voter socialiste. Du moins, nous, nous restons peut-être minoritaires, mais nous n'avons pas servi de marchepied à personne. Le PC est plus efficace que nous sur ce terrain. Mais de cette efficacité, nous n'en voulons pas.

Oui, nous restons fidèles au *"Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes"*, et au *"Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !"*

16 mars 1986

VOTER NE SERT À RIE
SI ON NE SAIT PAS SE

Extraits des interventions du meeting de présentation des

INTERVENTION DE DANIEL BÉNARD, OUVRIER À FLINS,
CONDUISANT LES LISTES DE LUTTE OUVRIÈRE DANS LES YVELINES

"Le bilan de ces cinq ans de gouvernement de la gauche n'est pas le même pour les bourgeois que pour les ouvriers"

Faire le bilan de ces cinq ans de ce gouvernement de gauche, du point de vue des travailleurs, c'est faire son procès. (...)

Un peu partout les patrons ont accentué l'exploitation, aggravé les conditions de travail. Les cadences sur les chaînes de production ont été accélérées, le volume et le rythme de travail dans les chantiers et dans les bureaux ont été augmentés. Un peu partout les horaires de travail sont manipulés. Les mêmes travailleurs sont forcés de faire des heures supplémentaires - à qui quelques semaines auparavant on avait réduit les horaires ou qu'on va mettre en chômage partiel quelques semaines plus tard. Les horaires de ceux qui travaillent en équipe sont chamboulés en fonction des aléas de la production. (...)

Ce gouvernement s'est-il opposé à cette offensive des bourgeois ?

Tout le contraire. Et c'est plus qu'un symbole que le forcing pour faire passer la loi dite sur la flexibilité ait été le dernier geste spectaculaire qu'ait tenu à faire ce gouvernement.

Les bourgeois poussent de grands cris quand on parle de lutte de classe. Mais cette lutte de classe, ils la mènent, et sans pitié et sans répit, même si c'est sans le dire. Et ce gouvernement les y a aidés.

Il les a aidés, pas seulement en fermant les yeux sur leurs attaques contre la classe ouvrière, voire en les favorisant, il les a aidés en se mettant en quatre pour favoriser leurs spéculations. C'est la grande fierté de Pierre Bérégovoy, l'actuel successeur de Jacques Delors aux Finances : il a modernisé le marché financier français. Traduisons : il a multiplié les possibilités, pour ceux qui ont du fric, de le placer et de le faire fructifier, sans avoir à l'investir dans la production.

Car c'est là où le gouvernement socialiste ajoute l'hypocrisie à la mauvaise action.

Les sacrifices de toutes sortes, il les a demandés à la classe ouvrière, au nom de la nécessité pour sortir de la crise, de moderniser l'économie. Il a demandé aux travailleurs d'accepter le chômage, le blocage des salaires, le travail supplémentaire pour permettre aux entreprises de faire du profit et d'investir, paraît-il.

Mais depuis cinq ans, les travailleurs ont bien le chômage, les salaires bloqués, le surcroît de travail, les patrons ont bien les profits, mais le pays n'a pas les investissements. Car les seuls investissements qui ont augmenté, ce sont ceux de l'Etat ; mais ceux des capitalistes privés, eux, ont au contraire diminué encore.

La réalité, c'est que les capitalistes privés n'investissent pas. Et la réalité, c'est que le gouvernement, qui demande des sacrifices aux travailleurs au nom de ces investissements, n'a rien fait pour forcer les capitalistes à réinvestir dans la production, mais au contraire a multiplié les possibilités pour ces capitalistes de placer leur argent ailleurs, dans la spéculation.

Ecoutez ce qu'écrit un chroniqueur financier, en date de mardi dernier : *"Epargnants, spéculateurs, professionnels, nagent dans le bonheur. De mémoire de boursier, on n'a jamais vu ça au Palais Brongniart"* (le Palais Brongniart, pour ceux d'entre vous qui n'auraient pas l'habitude de spéculer, c'est la Bourse de Paris). Et on peut trouver la même euphorie dans toutes les rubriques financières et boursières de tous les journaux. *France-soir* continue même : *"Ici,* dit un habitant des lieux, *il faut être maladroit pour ne pas gagner de l'argent"*.

En quatre ans, ceux qui ont placé leur capital en actions françaises l'ont tout simplement triplé. Depuis le début janvier de cette année, en un mois et demi, il a augmenté de 16 %. Une action AGF — une compagnie d'assurance soi-disant nationalisée, mais ça n'empêche pas les capitalistes de pouvoir acheter de ses actions — est passée de 500 F fin 1984 à 5 860 F aujourd'hui, plus de dix fois sa valeur. (...)

Voilà à quoi ont servi les sacrifices que le gouvernement a demandés aux travailleurs.

Voilà à quoi se résument ces cinq ans de la gauche au gouvernement. (...)

"Attention, ce sera pire avec la droite : voilà tout ce que des prétendus socialistes ont à nous proposer".

Bien sûr, beaucoup de travailleurs sont atterrés quand ils voient la droite se préparer à revenir au pouvoir.

C'est d'ailleurs au fond le seul argument du Parti Socialiste pour tenter d'arracher encore une fois, malgré tout, leur suffrages aux travailleurs.(...)

Nous comprenons et partageons les réactions de beaucoup de travailleurs devant le spectacle écœurant que donne la droite. C'est vrai que cela fait rager de voir tous ces politiciens, que nous connaissons bien pour la plupart pour les avoir déjà vus longtemps à la Chambre, au gouvernement, ou même à la présidence, se délecter à l'idée de revenir et prendre leur revanche. Cela fait rager de les voir se partager d'avance les postes, affirmer, pleins de morgue et d'arrogance, que ce sera dans peu de jours à leur tour d'imposer des sacrifices à la classe ouvrière et de dispenser les faveurs aux bourgeois.

Mais n'est-ce pas la faute à la gauche si tous ces gens aujourd'hui peuvent se réjouir bruyamment et d'une manière indécente de leur prochain retour aux affaires ? N'est-ce pas de sa faute si la politique a été si peu convaincante qu'au lieu d'attirer encore d'autres électeurs populaires, elle a repoussé vers la droite ou dans l'abstention une partie de ceux qui s'étaient prononcés pour elle il y a cinq ans ? (...)

Voyez pourtant comment tous ces RPR, UDF, républicains et autres centristes ont eu du mal à se trouver un programme qui puisse les différencier de la politique du gouvernement : ce n'est pas facile de trouver encore quelque chose de plus à promettre à la bourgeoisie que Mitterrand-Mauroy-Fabius n'ont pas déjà commencé à lui donner.

Il y a bien la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes. Mais il est déjà réduit à presque rien ; et la majeure partie y échappent déjà. Il y a bien la dénationalisation et la rétrocession des entreprises au privé à des prix défiant toute concurrence, à la moitié ou le quart de ce que l'Etat les a payées il y a trois ou quatre ans à leurs anciens propriétaires. Mais déjà Fabius a laissé entendre que le gouvernement n'était pas opposé à la dénationalisation de certaines filiales, celles qui pourraient rapporter du profit à leurs nouveaux propriétaires, évidemment. Et puis il y a bien des entreprises nationalisées qui n'intéressent pas les bourgeois.

Chirac doit aujourd'hui revenir sur l'intention de livrer au privé deux chaînes de télé, sur les trois qui sont publiques. Mitterrand lui a coupé l'herbe sous le pied. Il a donné la Cinq à Berlusconi et à Jérôme Seydoux, la Six à un autre Seydoux, un cousin, Nicolas. Alors, ça suffit. Les bourgeois qui pouvaient être intéressés à l'exploitation d'une chaîne télé sont rassasiés pour le moment.

Voyez aussi comme il a été dur pour la droite de se démarquer du gouvernement à propos du Tchad. Pour tous les nostalgiques de l'empire colonial, pour tous les rapaces qui entendent faire leur fortune en mettant en coupe réglée les peuples africains, pour tous ceux qui voudraient voir les puissances impérialistes faire la pluie et le beau temps dans le monde entier, c'est difficile de ne pas simplement applaudir des deux mains et de ne pas se contenter de hurler : *"Bravo Mitterrand"*. Il fallait vraiment qu'on soit en période électorale pour qu'ils tentent quand même de chipoter et de faire la fine bouche. Aucun doute, Mitterrand et ce gouvernement font leur boulot. (...)

Et comment pourrait-on voter contre la droite en votant pour des gens qui se préparent à partager le pouvoir avec elle, à cohabiter avec elle ?

Les socialistes nous demandent de voter pour eux pour aider Mitterrand. Mais Mitterrand, lui, se prépare à présider un gouvernement de droite. (...)

Et la droite s'y prépare également, même si certains, comme le gros Barre, la jugent néfaste pour leur carrière personnelle et préfèrent laisser leurs concurrents s'y brûler les doigts. C'est bien la preuve que la droite elle-même sait qu'il n'y a au fond pas de différence de nature entre sa politique et celle de Mitterrand.

"La au g c'est qu'el

Car la politique de droite qu'il mène, le gouvernement prétend la mener au nom du socialisme et en application des idées de gauche.

Bien des travailleurs en ont déduit que ce sont les idées de gauche qui ont failli ; que c'est le socialisme qui est inapplicable ; qu'il n'y a donc rien à faire et il n'y a pas d'espoir pour la classe ouvrière. (...)

Mais c'est un mensonge que de prétendre que ce gouvernement ait seule-

"U que le gou de sens,

Dans la tradition du mouvement ouvrier, nationaliser, c'était prendre aux bourgeois. Pour le gouvernement socialiste, c'est leur donner de l'argent. La nationalisation a rapporté aux bourgeois cinq ou six fois la valeur de leurs entreprises nationalisées. Elle n'a rapporté aux travailleurs que l'obligation de payer, avec l'argent de leurs impôts, les 40 milliards que ces nationalisations ont coûtés à l'Etat. Elle ne leur a apporté ensuite que l'honneur contestable d'être licenciés, compressés, mutés, par une entreprise nationalisée plutôt que par une entreprise privée. Et le Parti Socialiste a encore le culot de brandir la menace des dénationalisations pour attirer le vote des travailleurs. Mais prendre parti entre les nationalisations telles que le gouver-

"C qu

Le Parti Communiste, lui, est très critique aujourd'hui à l'égard de ce gouvernement. Il dit que la politique qui est menée est une politique de droite ; et il répète que les travailleurs doivent lutter pour se défendre.

Ou pourrait se dire qu'après tout, il vaut mieux que Marchais critique Mitterrand, au lieu de lui servir de courtier auprès des travailleurs. Et un Parti Communiste dont les militants parlent de luttes à leurs camarades de travail vaut, à coup sûr, mieux qu'un Parti Communiste qui s'efforce de les convaincre qu'il faut qu'ils soutiennent un gouvernement qui leur impose une politique d'austérité.

Mais il se trouve que c'est le même Parti Communiste ! (...)

Si Mitterrand a offert des strapontins ministériels au PC, c'est parce que ce sont les militants du PC qui ont

N,
FÂCHER À TEMPS

candidatures de Lutte Ouvrière, du vendredi 21 février, à Paris.

INTERVENTION D'ARLETTE LAGUILLER CONDUISANT LES LISTES DE LUTTE OUVRIÈRE DANS LA SEINE-SAINT-DENIS

auche s'est déconsidérée
uvernement. Mais le pire,
a déconsidéré en même temps
es idées de gauche".

ment tenté de mener une politique en faveur des travailleurs, une politique de gauche. Et c'est encore un mensonge que de dire ou de laisser entendre que c'est une telle politique qui ne serait pas réaliste. (...)

Oui, prendre aux riches les capitaux qui ne servent qu'à spéculer, pour les investir dans la production de biens utiles, aurait créé des emplois ici, et aurait permis de satisfaire des besoins vitaux, ici comme dans les pays pauvres. Cela aurait été dans l'intérêt de toute la société.

Mais il aurait fallu la volonté politique de toucher à une petite catégorie de riches parasites. Il aurait fallu un gouvernement courageux, capable de faire appel aux travailleurs, capable de s'appuyer sur eux. Mais le Parti Socialiste avait épuisé son courage dans quelques fracassantes déclarations de congrès, pour faire ensuite le contraire de ce qui'il avait déclamé.

e autre idée de gauche,
ernement a complètement vidée
est celle des nationalisations".

nement de gauche les avait faites, ou les dénationalisations telles que la droite les envisage, c'est choisir de quelle façon on prend de l'argent aux travailleurs pour le donner aux bourgeois. Les bourgeois, eux, n'ont pas d'inquiétude à avoir : ils ont toutes les chances de toucher successivement des deux manières.

Quant aux travailleurs, la seule nationalisation qui vaille la peine qu'ils se battent pour elle, c'est la nationalisation sans indemnités ni rachat, c'est l'expropriation des bourgeois !

Mais cette nationalisation-là, la gauche ne l'a même pas tentée, elle qui avait de toute façon l'intention d'indemniser largement les actionnaires des entreprises nationalisées, avant même qu'elle exécute servilement les injonctions du Conseil constitutionnel d'augmenter la mise.

Et puis, la gauche a géré les entreprises nationalisées de la même façon qu'elle les avait nationalisées : au mieux des intérêts de la bourgeoisie. Elle ne s'est pas servie par exemple un seul instant de la nationalisation de la quasi-totalité du système bancaire pour combattre la spéculation.

Et en diminuant les effectifs dans les entreprises nationalisées, au lieu d'y créer des emplois, le gouvernement socialiste a rendu un ultime service non seulement à la bourgeoisie, mais même à la droite. Celle-ci peut maintenant dénationaliser tranquillement : le sale boulot, comme dirait Fabius, a été fait. (...)

est le Parti Communiste
a fabriqué Mitterrand"

du crédit dans les entreprises. Ce sont eux qui pouvaient être utilisés pour convaincre les travailleurs que le blocage des salaires, que les licenciements, que l'austérité, cela pouvait être bon pour les ouvriers, ou du moins compréhensible et justifiable, du moment que c'est un gouvernement de gauche qui les exécutait ou les justifiait.

Et utilisés, les militants, les sympathisants du PC l'ont été. Leur direction les a mis au service de Mitterrand, au service d'une politique contraire aux intérêts des travailleurs. Pour certains d'entre eux, cela correspondait peut-être à leurs convictions. D'autres ont obéi sans réfléchir, parce qu'ils avaient l'habitude d'obéir. Mais il y en a beaucoup qui ont été drôlement soulagés, lorsque "leurs" ministres n'étaient plus ministres. A ceux-là, je leur dis en passant, mais en toute fraternité, que s'ils veulent manifester qu'ils ne veulent pas que la direction de leur parti utilise leur dévouement et leur influence de la sorte, ce n'est certainement pas en votant pour le PC qu'ils pourraient le manifester.

Le Parti Communiste a un très grand talent pour réécrire son histoire et pour prendre par la même occasion les travailleurs et ses propres militants pour des imbéciles. A ce qu'il en dit aujourd'hui, on dirait que le PC n'était au gouvernement que pour prendre les "bonnes mesures". Passons sur le fait que l'augmentation du SMIC ou les 39 heures étaient bien dérisoires, eu égard à toutes les mesures antiouvrières pour lesquelles ils servaient de contrepartie. Mais les ministres communistes n'ont pas

quitté le gouvernement après ces mesures, ni même après le premier plan d'austérité. Ils sont restés deux longues années encore. Deux longues années, pendant lesquelles on licenciait un peu partout, y compris dans les secteurs contrôlés par le gouvernement, de la sidérurgie aux chantiers navals ; pendant lesquelles les salaires étaient bloqués.

Et deux années pendant lesquelles il y eu des luttes ouvrières, et où il y a eu en particulier Talbot, dont les travailleurs n'ont pas du tout trouvé normal d'être licenciés, fût-ce sous un gouvernement de gauche, et qui ont engagé la grève dont nous nous souvenons tous. Le Parti Communiste, dès que le gouvernement lui en a donné la consigne, a joué les briseurs de grève. Il expliquait que ces licenciements étaient indispensables. (...)

C'est le Parti Communiste qui a fabriqué Mitterrand ; qui a fait de cet homme du centre, pilier de toutes les combinaisons de la IVe République, un homme de gauche : en décidant aux élections présidentielles de 1965 de s'effacer devant lui, en se refusant à présenter un candidat contre lui au premier tour, en le présentant aux travailleurs, à ses propres militants, comme le candidat unique de la gauche, c'est-à-dire aussi son candidat à lui. Le PC a remis ça en 1974.

Et parce que je me suis présentée dans ces élections présidentielles de 1974 pour mettre en garde les travailleurs contre Mitterrand, lorsque je disais, entre bien autres choses, ce que Marchais dit aujourd'hui de Mitterrand, le PC nous combattait et nous traitait de diviseurs.

Puis, lorsque Mitterrand commençait à trop bien réussir, au point que le Parti Socialiste prenait trop de voix au PC au gré de ce dernier, Marchais est devenu subitement critique. Et cela a duré de 1977 à 1981. Avec d'ailleurs une interruption d'une semaine en 1978, entre le premier et le deuxième tour des élections législatives. Le PCF avait alors déclaré qu'il était parvenu à un "bon accord" avec Mitterrand... parce qu'il espérait que la gauche gagnerait et qu'il obtiendrait quelques postes de ministres. Et de la même manière, après être devenu critique pendant trois ans, le PCF a complètement viré entre les deux tours des élections présidentielles de 1981. Et dès qu'on lui a offert quelques places de ministres, il a accepté de taire complètement toute critique, de s'aligner entièrement, de nouveau, derrière des hommes dont il disait tout le mal possible la veille.

Non, le vent qui fait tourner cette girouette vient peut-être du côté de l'Elysée, peut-être du côté de Matignon, mais certainement pas du côté de la classe ouvrière. (...)

"C'est à la lutte de classe
qu'il faut faire confiance
pas à la comédie électorale".

Les bourgeois, eux, n'abandonnent jamais la lutte de leur classe, jamais, pas une minute, pas une seconde, gouvernement de droite ou de gauche. Bien que la gauche comme la droite au gouvernement servent leurs intérêts, et qu'ils le sachent, les bourgeois savent aussi peser sur les décisions politiques des uns comme des autres, en se servant de leur position dans l'économie.

Le moindre bourgeois sait faire du chantage à l'emploi pour obtenir des avantages et il sait jouer avec la peau de "ses" ouvriers, pour peser sur une décision qui lui déplaît.

Eux qui parasitent le travail des autres, eux dont le système économique est pourtant en train d'étouffer la société dans la crise, savent cependant faire valoir leur intérêt de classe, comme si c'était l'intérêt de toute la société. Alors oui, si la classe ouvrière avait seulement un dixième de la conscience de classe de la bourgeoisie, un dixième de sa confiance en elle-même, eh bien la face de ce pays, la face du monde en serait changée.

Car les travailleurs représentent, eux aussi, un pouvoir réel, aussi réel que celui de la bourgeoisie, à condition qu'ils en prennent conscience. A côté de la bourgeoisie, de ses capitaux et de l'appareil d'Etat à son service, ils sont même les seuls à représenter une force réelle, à cause de leur position dans l'économie ; parce que ce sont eux qui font tout fonctionner et ont aussi le pouvoir de tout arrêter. Et c'est cette puissance réelle, formidable, de la classe ouvrière que tout le monde cherche à faire oublier aux travailleurs. (...)

Il ne faut pas céder devant le chantage au "vote utile". Pour changer la vie, pour changer les choses, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de vote utile. Les travailleurs en ont fait l'amère expérience après 1981. Alors, il ne faut pas remettre cela, de nouveau, comme si de rien n'était, comme si les travailleurs acceptaient éternellement d'être bernés, dupés, trompés, précisément par ceux qui prétendent représenter leurs intérêts.

Il ne faut pas renoncer à ce que le vote permet, au nom de ce que le vote ne permet en aucune manière.

Et le droit de vote, qui n'est que le droit d'exprimer ce qu'on pense, est tout de même un vrai droit, pour lequel, même en ce vingtième siècle, des hommes doivent combattre et parfois mourir, aux Philippines, à Haïti ou ailleurs. Alors, il ne faut pas que les travailleurs, les femmes ou les hommes de gauche qui ont envie de protester contre le bilan de la gauche, renoncent à ce droit de plein gré, simplement à cause du chantage du Parti Socialiste, qui n'a plus aucun argument vis-à-vis de ceux qui critiquent son bilan sur la gauche, que l'appel à la haine viscérale des travailleurs contre la droite. (...)

Les événements décisifs se produiront en dehors de la comédie électorale, lorsque les travailleurs reprendront la lutte, non pas à cause de ce que les révolutionnaires peuvent dire, mais poussés par la crise, poussés par la rapacité des bourgeois eux-mêmes.

Mais, puisque élection il y a, puisqu'une possibilité est donnée de s'exprimer, faisons en sorte que le maximum de travailleurs expriment leur haine de la droite, leur écœurement de la gauche en votant à l'extrême-gauche, en votant LUTTE OUVRIÈRE.

SOUSCRIPTION POUR LES CANDIDATURES LUTTE OUVRIÈRE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET RÉGIONALES DU 16 MARS 1986

Lutte Ouvrière présentera aux élections législatives et régionales de mars prochain des listes de candidats, pour faire entendre dans ces élections la voix des travailleurs révolutionnaires.

Pour faire campagne pour nos listes, pour recueillir les fonds nécessaires afin d'assumer les frais importants de la campagne électorale et de l'impression du matériel légal, nous avons besoin de l'aide de tous les militants, de tous les sympathisants ainsi que celle de nombreux travailleurs.

Amis lecteurs, aidez-nous à assurer le succès de notre campagne, à faire connaître largement nos idées, à faire voter pour nous tous ceux qui ne veulent pas voter pour une gauche qui fait une politique de droite et sert la bourgeoisie au gouvernement, faites voter le plus à gauche possible en faisant voter Lutte Ouvrière.

Souscrivez et faites souscrire. Nous poursuivons ci-après la liste des premières rentrées.

Envoyez dès à présent votre contribution ou celles que vous aurez recueillies à notre CCP : LUTTE OUVRIÈRE -CCP La Source 31 175 86 W avec la mention "souscription élections".

CHALON
Josiane 24 F, Un ex-soixantehuitard 20 F, Anonyme 10 F, David 80 F, Anonyme 4 F.

DIJON CHR
Christian 50 F, Mireille 50 F, Anonyme 50 F, Geneviève 30 F, Bonnin 12,50 F, Daniel 10 F, B. 20 F, Serge et Nadine 60 F, Carmi 20 F, Floflo 20 F, Delion 20 F, Jean-Louis 20 F, Danièle 20 F, Borne Maryse 10 F, Chantal 10 F, Chantidas 100 F, Jonot 50 F, Anonyme 50 F, Anne-Marie 50 F, Dechaure 50 F.

DIJON
2 Grandsmères 100 F, Une mère 150 F, Anonyme 50 F, Pierre 50 F, Gutierrez 100 F, Charache 50 F, J.-Louis 100 F, Isabelle 20 F, Bol 50 F, Une sympathisante 20 F, Pour que ça s'arrête et que les droits de l'homme soient enfin respectés 50 F, Soutien 14 F, Soutien 10 F, Un parent 50 F, Une sympathisante 200 F, Un cheminot retraité 50 F, MG par sympathie et pour le texte 50 F, Hasta la victoria siempre 50 F, Allez les jeunes 20 F, Liliane 50 F, Kim 50 F, Anonyme 50 F, Anne 80 F, Slavica 30 F, Michel étudiant DEA 50 F, Le communisme vaincra avec Lutte Ouvrière 50 F, Cheminot retraité 10 F, Un chercheur 100 F, Petite mère Beaune 100 F, Un cheminot 20 F, Un travailleur 50 F, Un ouvrier 50 F, Mathieu : en attendant que ça saute 20 F, Dijon PTT : Laura 100 F, Patrick Joliet 10 F, Une employée CCP 20 F, Une employée CCP 20 F.

DOLE
Maréchal 100 F, Pascal Petit 20 F, Anonyme retraité 50 F.

CREUSOT
1 ancien des acieries 50 F, Pierre 10 F, Macedo 10 F, Anonyme 10 F, Lucien FRA 20 F, Ouvrier de FRA 50 F, André 50 F, Michel 50 F, Ghislaine 50 F, Monique 50 F, Daniel 100 F, Bernard 50 F, Maira 20 F, Paco 100 F, Yougo 50 F, Ahmed 20 F, Manuel et Marie 60 F.

AUTUN
Da Silva 50 F, Anonyme 50 F, Sympathisant 150 F, Sympathisant 50 F.

LIMOGES
Anonyme 30 F, Anonyme 25 F, Barrere Jean 30 F, Thibaut 20 F, Roulet 20 F, Un ouvrier 20 F, Un ouvrier Valeo 30 F, Parents 500 F, Pour Arlette 10 F, Nicole 30 F, Mourtenas P. et M. 100 F, Françoise 50 F, Pierre 30 F, Un creusois 30 F, Un deçu pour vous aider 50 F, Lucie 25 F, Delhomme Martine 150 F, Christine 30 F, Un ancien PC 20 F, Olivier 20 F, Anonyme 10 F, **CHU** Chausse Marie 100 F, Rossi Christian 100 F, Prevost Michèle 50 F, Rey Florence 50 F, Une employée Rebeyrol 50 F, Cagin Anne 100 F, Lacour Serge 50 F, Anonyme 100 F, Couzard Joelle 50 F, Touya Armonia 100 F, **SNCF** pour la démocratie 50 F, Un cheminot 30 F, Robert 20 F, Brondeau 50 F, Coignac 20 F, Villegier 20 F, Lortholary 50 F, Jacques 20 F, Patrice 20 F.

NEVERS
Dédé 20 F, Jeanine 40 F, Sa fille 30 F, Claude 150 F.

LA GUERDE
Danièle 20 F.

BOURGES
Cachan 30 F, Val. 2e versement 100 F, Un chômeur 20 F, Jema 10 F, Jema 10 F, Yamina 10 F, Fathima 10 F, Messaouda 10 F, Dominique Da Silva 30 F, Zohra 20 F, Zahira 30 F, Najia 50 F, Farida 100 F, Catherine 30 F, Un ouvrier immigré du bâtiment d'accord pour la lutte 40 F, Parents militants 100 F, Le petit boulanger 20 F.

SÉCURITÉ SOCIALE ex dactylo de la sécu 50 F, Une sympathisante 100 F, Patrick 50 F.

ANGOULÊME
Arlette 15 F, Didier 50 F, Ouvrier 20 F, Ouvrier 50 F, Ouvrier 10 F, Sœur 100 F, Parents sympas 1 000 F.

BORDEAUX
Carbonnier 100 F, Chaissac 30 F, Kiki 100 F, Domi D. 50 F, Lacoste 200 F, Metreau 200 F, Il en faut comme vous 50 F, Jean 100 F, Noulibos 200 F, Parents 400 F, Marie-Jo 200 F, Alain Lagorge 50 F, Un gars du PC CESTAS 100 F, **Hôpital-sud** secrétaire 200 F, Junca 10 F, Lapeyre 30 F, Monique 40 F, Henri 20 F, Bernard 50 F, Martin Michel 50 F, Marcel Jourde 50 F, Marc 50 F, Calmat 100 F, Yves 100 F.

TOULOUSE
Bigger Thomas 50 F, Sympathisant 50 F, Elisabeth 50 F, Marthe 50 F, Stéphane 50 F, Jany Rangueil 200 F, Aérospatiale Jean 100 F, Un retraité 20 F, Une secrétaire 10 F, Une secrétaire 10 F, Dans une esprit démocratique 10 F, Didier 100 F, Monique 20 F, A. Giralt 100 F, Don anonyme de F. Bova 50 F, Une sympathisante 300 F, Françoise 200 F.

LE HAVRE
Joël CFR 50 F, G. CFR 30 F, Jean-Gilles Serc 50 F, Françoise-Pierre 100 F, Retraités 100 F, Employé de la Mairie 300 F, Jacques ouvrier 20 F, Durel 20 F, RH syndicaliste 32 F, C. Varin 50 F, Employée sécu. soc. 30 F, Annie 200 F, Un militant 250 F.

ELBEUF
Anonyme 50 F, Un copain 500 F.

ROUEN
Deux enseignants à la retraite 300 F.

LYON
Annick S. 50 F, Christine 50 F, A. et M. 30 F, Une acheteuse 20 F, Agnès C. 50 F, Un déçu de la gauche 50 F, Marie 30 F, Christiane Farjon 50 F, Un acheteur 30 F, Sylvie 30 F, Vere 50 F, Paques 100 F, Valentin 50 F, Gandriant 50 F, Jeannot 50 F, Un ancien 150 F, Pour aider 50 F, Robert 100 F, 1 ancien camarade reste sympathisant 30 F, Robert et Françoise 50 F, **Hôtel Dieu** Jean 25 F, Oscar 10 F, Gilbert 50 F, Trillat Isabelle 50 F, Bonichon Armand 50 F, Pozard Louis 100 F, **PTT** Romieu 60 F, Hervé 20 F, A. 20 F, Abdallah 50 F, Elsensoir 50 F, Fayolle 10 F, Gilbert 20 F, Jeanine 40 F, Moser 30 F, Bourges 30 F, Marie-Thérèse 50 F, **Hôpital E. Herriot** Nicole laborantine 50 F, Ouvrier Bourbourg A. 150 F, Medesh M. Jeanne 150 F, ASH cuisine 30 F, ASH cuisine 20 F, Antoinette ASH 35 F, Annie ASH 10 F, Nicole aide-labo 20 F, **Crédit Lyonnais Rillieux** employé CL 30 F, Employée 20 F, Employé 50 F, Employée 20 F, **SNCF Ateliers d'Oullins Roland** 100 F, Arthaud 100 F, Brunet 100 F, Beautemps 50 F, **RVI Venissieux :** Parmentier 20 F, Mistri 20 F, Estrada 15 F, Genin 50 F, Joel 50 F, Nanni 20 F, Da Silva 20 F, Ferlet 50 F, Ouvrier 20 F, Bouthalier 20 F, Ouvrier 20 F, Scala 30 F, Ouvrier 50 F, F.L. 20 F, Pineri 20 F, **RVI St-Priest** : Marciano 10 F, Un ouvrier 10 F, Un ouvrier 30 F, Un ouvrier 5 F, Gardon 10 F, Un ouvrier 10 F, Un ouvrier 10 F, **Lyon RVI Feuillat :** René 10 F, Eric 20 F, **RVI St-Priest :** Michel 20 F, Jean-Marc 10 F, Delrey 10 F, Hocine 10 F, Un travailleur 5 F, Tolozan 40 F, Steinger 10 F, Gigante 50 F, **Lyon** Glasson 50 F, Denis 50 F, Haddou 50 F, Véronique 10 F, Sympathisant 50 F, **Specia St-Genis Laval :** Gaby 50 F, Jean-Louis 20 F, Maurice 20 F, **Lycée la Martinière MT :** Worst 100 F, Fred B. 50 F, Pierre Barbera 50 F, Alexandre Poncet 50 F, Hugues Templier 50 F, Yann Thomas 20 F.

VALENCE
Claudot 100 F, Sympathisant 20 F.

ANNECY
Soutien 100 F, Momo 100 F.

LILLE
Gisèle 100 F, Christine Ares 10 F, Un professeur 50 F, Un professeur 20 F, Edwige Derhylle 20 F, Catherine Perret 50 F, Une professeur 35 F, K. retraitée 20 F, Germaine retraitée 20 F, chômeur 10 F, Said chômeur 50 F, Candidate 100 F, Régine 50 F, Pépé Désiré 20 F, Michel Agfa 50 F, Dominique Faidherbe 200 F, Jacques Thieffry 50 F, Un enseignant 200 F, Jean-Pierre 100 F, Christian Malecha 50 F.

NORD
Un professeur, Nathalie S. 25 F, J.-A. 20 F, Dany W. 30 F, Amic C. 20 F, Un copain N. 50 F, Stéphane L. 50 F, Isabelle D. 50 F, N. Thorz 80 F, Konovec 100 F, Un CFDT peu convaincu 100 F, A.V. 200 F, Un bibliothécaire 100 F, Marie-Christine 50 F, Louloute d'avion 100 F, Vero 150 F, Michel 50 F, Franck 100 F, Djamila 500 F, José 100 F, Dominique 100 F, Sylvie 150 F, Corrine 50 F, Régis 50 F, Michel 30 F, Soutien 20 F.

BOURGES
Une sympathisante 25 F, Une ouvrière Luchaire 20 F, Un chômeur 15 F, Une habitante du Moulon 25 F, Une habitante Chancellerie 30 F, Une habitante Louis Lumière 20 F, Une habitante du Moulon 15 F, Un habitant du Moulon 20 F, Un enseignant lycée agricole 50 F, Un enseignant lycée agricole 10 F, Soutien 5 F.

CANNES
1 cannois 150 F, 1 chômeur 50 F, 1 plombier et sa compagne secrétaire 500 F, 1 maçon 10 F, 1 commerçant du Cannet 200 F, Mickey 50 F, 1 facteur PTT Cannet 50 F.

LA CIOTAT
Anonyme 500 F.

SAINT-ÉTIENNE (42)
Un siderurgiste pré-retraité 40 F, Un fonctionnaire informaticièn 100 F, Une Saint-Chamonaise 50 F, Christian 100 F, Un lycéen 150 F.

MARSEILLE
J.-P. Maillet 50 F, Nguyen Thank 10 F, Nguyen Fuck 10 F, Une mère qui soutient sa fille 20 F, Une camarade 10 F, Rignier 100 F.

NICE
Aiglin Bernard 250 F, Liliane Aiglin 100 F.

TOULON
Balty M. Renée 100 F, Jauffron Georges 150 F, Garnier Gilles 100 F, Anais 100 F.

RENNES
Alain 30 F, Evelyne 100 F, Christian 100 F, Françoise 100 F, Catherine 100 F, Sympathisant 300 F, Céline 100 F, Armelle 50 F, Michel Bobon 50 F, Jeannick 50 F, Une institutrice 50 F, Patrick 50 F, Michel 50 F, Renée 50 F, Monique 50 F, Michèle 50 F, Marylène 50 F, Gilles 50 F, France 50 F, Anne 50 F, Robert 100 F, Brigitte 200 F, Reynald 10 F, Morellec Myriam 30 F, Lebreton M. TH. 30 F, Didier L.G. 20 F, Monique Piel 20 F, Philippe 25 F, Jacqueline Piot 60 F, Baudrier Joseph 50 F, Lahellec Michel 20 F, Lebeau Marcel 20 F.

RENNES
Coquilver Michel 20 F, Riou Monique 20 F, Loncie Yvette 200 F, Ahmed 50 F, Laure 20 F, Gwen 50 F, Monique 30 F, Anne-Marie 50 F, Bio Spe Chateaubriant 26 F, Yann -pour la démocratie 10 F, Olivier 50 F, Un sympathisant OS 40 F, Sympathisant routier 20 F, Ginette 25 F, Couple chômeur 20 F, Chrystelle 20 F, Nelly 100 F, Une famille sympathisante 50 F.

NANTES
Jacky étudiant 200 F, Michel ouvrier 100 F, Alain ouvrier B. & TP. 100 F, Sympathisant 200 F, J.-Yves 200 F.

POITIERS
Baleynaud 20 F, Cubilie Daniel 100 F, Galinier Sylvie 120 F, Etudiante 30 F, pour la révolution 100 F, Brunet Anne 100 F, Donzaud Corinne 100 F, Gabard Maurice 50 F, Retraitée 200 F.

SAINT-BRIEUC
Philippe 100 F, Jacques 100 F, Yves 100 F, Jean-Claude 100 F, Claude 50 F, Patrice 100 F, Père d'un copain 100 F, Josette 100 F.

TOURS
JMP un communaux 50 F, PB mairie Tours 50 F, Jean-Pierre 50 F, Claude 10 F, Philippe 20 F, Laurent 10 F, Fred 10 F, Patrice 10 F, **Dépôt SNCF :** Tesson A. 30 F, Patrice A. 20 F, Dupuy 20 F, Moirin 20 F, Dogna D. 30 F, Bernard JY 50 F, Coyne 10 F, Pain N. 60 F, Arnault J.-P. 30 F, Vioux 50 F, Lardier MT 30 F, Merle C. 30 F, Ciocca M. 20 F, Najera P. 20 F, Un collègue anonyme 20 F, D.J. 50 F, Guitton J.-L. 30 F, Amiot 20 F, Couturier 10 F, Briault C. 10 F, M. Mestreau 50 F, Breton 90 F, M. Bedouet 50 F, Oumar 50 F, Isabelle 100 F.

STRASBOURG
Un opérateur General Motors 20 F, Un contrôleur General Motors 100 F, Cariste Strafor 100 F, Frédéric et Michèle Doue 500 F, Un ouvrier de General Motors 20 F, Un contrôleur de General Motors 50 F.

MULHOUSE
Annie 50 F, Michel Guebwiller 520 F, MM. Belot 100 F.

CHR BESANÇON
Bernadette 30 F, Anne T.U.C. 40 F, Laurette 100 F, Patricia Manipulatrice 50 F, Une aide soignante 25 F, Jocelyne ASH 25 F, Elections piège à cons Much 60 F, Charlie 100 F, Fabienne 20 F, Chantal 50 F, Un professeur pour vous aider 50 F, Margot Christian étudiant 50 F, Yvette 50 F, Thérèse 100 F, Roy Sylvie 50 F, Serra Joachim 100 F, Aesbacher J.-Luc 50 F, Groelhy Guy 100 F, Pascal 50 F, Auguste Bavard Pontarlier 100 F.

CYCLES PEUGEOT ET MONTBELIARD
Alfred ouvrier 50 F, Jean 100 F, Nicolas Liais 100 F, Grand'mère 100 F, Marie-Jo Hôpital 100 F, Roberte 50 F, Christiane 150 F, Jean-Marc 150 F, Parents 100 F, Yvette Valentigney 30 F, Solidaire Force 20 F.

PEUGEOT SOCHAUX
Don volontaire de l'emprunt obligatoire 1 000 F, Un retraité 100 F, Richard 100 F, Alain 20 F, Janine mère de famille 10 F, Gérard 20 F, Robert 50 F, Un ouvrier 30 F, Un ouvrier 10 F, Un ouvrier 10 F, Un ouvrier 20 F, Un ouvrier 10 F, Kawa 100 F.

PEUGEOT CARROSSERIE
Zuca 100 F, Ouvrier 30 F, Ouvrier 30 F, Ouvrier 10 F, Pape 20 F, Said 10 F, Bernard 10 F, Un électeur PC 10 F, Un ouvrier montage châssis 20 F, Un ouvrier montage châssis 100 F, Thierry carrossier 20 F, Michel carrossier 30 F, Nanard carrossier 50 F, Denis carrossier 20 F, Henri carrossier 20 F, Guy carrossier 10 F, Patin embout nord 20 F, Heim 10 F, Mme X ouvrière Peugeot 100 F, Pierre 50 F, Alain 20 F, Lopez artisan 50 F, Robert Bart 50 F.

BELFORT
Roger Gilles 20 F, Magluti AM 100 F, Jeanine (Bull) 100 F, Lioger 100 F, Un avocat 200 F, Pour ne plus être un pion 10 F, Olliaro 50 F, J.-Paul 100 F, J.-Marie 100 F, Bamien Mercier 300 F, **Alsthom-Belfort :** Mathy 20 F, Soutien 20 F, Jean-Michel 20 F, Soutien 10 F, Roger 20 F, J.-M. Hantzperg 10 F, François 100 F, Soutien 20 F, Christ 50 F, Gérard Belot 150 F, Daniel Hervy 50 F, René 12 F, Pierrot 100 F, Jean-Marie 20 F, **Hôpital Belfort :** Eliane Lacaille 150 F, Chantal 100 F, Geneviève 50 F, Viviane 50 F, Martine 30 F, Ginette 50 F, Anne-Marie 30 F, Jacqueline 30 F.

LIMOGES ESQUIROL
Sylvie 100 F, Rozpeczny 50 F, James 50 F, Annie 50 F, Yvette 40 F, Bernadette 300 F, Anonyme 40 F, ASH anonyme 10 F, Une infirmière 20 F, Anonyme 50 F.

PARIS
Seque AB 100 F, Sequet 100 F, Paul 300 F, Gertrud 200 F, Germain 50 F, Kuhne 100 F, Marc Lepicier 10 F, Alain L. 150 F. Hervé C. 50 F, Pascal Cellier 30 F, Pascale G. 30 F, Taze Ginette 100 F, Catalino Maravilla 30 F, Andeto Morones 15 F, Pancho Lopez 20 F, Juan Maria 20 F, Urania 15 F, Pablo Pueblo 25 F, Pito Perez 200 F, Marie-Hélène 50 F, Véronique 50 F, Hélène 10 F, Chantier St-Germain-en-Laye 225 F, Michel Penuela 40 F, Joseph 70 F, Thierry François 50 F. Moumi Auguste 30 F, Alain D. 50 F, Chantal 50 F, Une intérimaire 100 F. Un chômeur 100 F. Christine 20 F, Soula Alain 150 F, Marie 50 F, Pascal 50 F, Roger 100 F, Petitroux Sandra 20 F, Chaignon Olivier 15 F, Brodin Madeleine 20 F, Un sympathisant 20 F, Augustin 50 F, Christophe 10 F, Melbos Chantal 10 F, Morel Christian 100 F, Tanguy Jeanne-Marie 20 F, Frédéric 20 F, Philippe 10 F, Eric 10 F, Malakov 50 F, Nour Mahamat 20 F, Stéphane 500 F, Une employée du ministère 2 020 F, Une sympathisante 300 F, Jean-Yves 15 F, Sympathisant L.O. 30 F, Un agent PTT 15 F, Sylviane 10 F, Un lecteur 40 F.

CCP BOURSEUL PARIS 15e
Corine 100 F, Martine 50 F, Marie-Christine 100 F, Guillène 50 F, Janique 50 F, Annie 50 F, Jacqueline 100 F.

TRI AUSTERLITZ
Guy Lambert 50 F, Etche et sa mère 200 F, Uni pour son A. chéri 50 F, Christine 50 F.

TRI PLM PTT
Charly 100 F, Hervé 25 F, Maurice 25 F, Guy 25 F, Martin Edouard 20 F, Pascal 100 F, M.E. 20 F, LSC 300 F, Chantal 100 F, Jean M. 50 F, Jean 50 F.

ARCHIVES PTT
Robert 100 F, Guy 50 F.

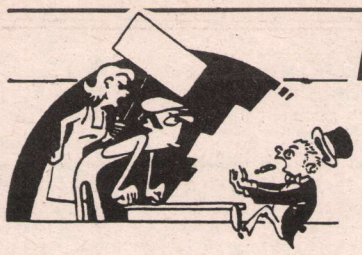
PTT PARIS
Fischer Maggie 20 F, Devaux Mercédès 20 F, Olhasque Solange 20 F, Januel M. Christine 50 F, Mirman J.-Michel 90 F.

PARIS-CRAMIF
Lefebure Didier 10 F, Navarro Sylvie 100 F, Moreau Didier 100 F, Alberi-Freed 20 F, Giard Denis 20 F, Derlot Daniel 10 F, Burlot Leoni 30 F, Luc 10 F, Sperduto Gilliane 100 F, Sperduto Andrée 100 F, Peron Patricia 200 F, Hardain Denise 50 F, Anger Pascal 100 F, Altmayer Guislaine 200 F, Rodriguez 100 F, Une Sympathisante 300 F.

CRÉDIT LYONNAIS PARIS
Franck 100 F, Santa 25 F, Claude 100 F, Une sympathisante 50 F, Gérard 200 F, Dominique 100 F, Maryvonne 50 F, Lionel 50 F, Marc 40 F.

SAINT-NAZAIRE
Gérard 50 F, Y. et C. Communaux 150 F, Richard Lebas 100 F.

Total à ce jour : 366.207 F



VALLOUREC (MONTBARD)

Troisième accident mortel en dix mois

Mardi 18 février, un accident du travail a causé la mort d'un ouvrier de Vallourec Montbard. Montbard est une petite ville de la Côte-d'Or dont l'activité essentielle tourne autour de l'usine Vallourec. Cet accident a fait grand bruit dans la ville. Il faut dire que c'est le troisième accident mortel en 10 mois. Et quand les militants de Lutte Ouvrière ont diffusé leur tract dans la ville, bien des gens approuvaient, des personnes âgées comme les caissières du SUMA qui ont toutes des fils ou de la famille qui travaillent à l'usine.

Voici le texte du tract que nos camarades ont diffusé dans la ville : *"Mardi après-midi, notre camarade Jean-Claude Van Der Haegen est mort des suites d'un accident du travail à l'Etirage. Il travaillait au décapage lorsqu'un jet d'acide fluorhydrique l'a atteint aux jambes. Ses camarades présents à ce moment-là l'ont aussitôt plongé dans l'eau mais sans succès, et il est mort à l'hôpital 4 heures plus tard.*

C'est le troisième accident mortel en 10 mois. On se rappelle du camarade Stocco, coincé entre deux wagons en voulant retenir un échafaudage qui menaçait de s'écrouler, après avoir été touché par un pont, en avril dernier. On se souvient du camarade Decourcines électrocuté à la station de la route de Semur en septembre dernier.

A ces deux occasions la direction expliquait que, dans le premier cas, il fallait un concours de circonstances extraordinaire pour que l'accident arrive. Pour Decourcines, elle a simplement dit que l'arc électrique qui s'est formé n'aurait pas dû se faire. Que va-t-elle dire aujourd'hui pour notre camarade Van Der Haegen ? Que c'est de sa faute ? Mais si tout le monde sait que l'acide fluorhydrique est dangereux, personne ne sait ni pourquoi ni comment. Personne par exemple n'a prévenu l'hôpital qu'il fallait brosser les brûlures avec du sérum physiologique, parce que cet acide diffuse rapidement, se fixe sur l'os, absorbe le calcium et provoque la mort rapidement. C'est le SAMU qui a été obligé de téléphoner au centre anti-poison de Lyon pour le savoir, perdant ainsi de précieuses minutes. Personne ne le savait d'ailleurs peut-être, alors que c'est un produit que beaucoup d'entre nous manipulent depuis des années.

Jean-Claude Van Der Haegen était venu du Nord en 1983, où il travaillait pour Vallourec depuis 11 ans. Ce même Vallourec qui l'a déraciné de sa région, l'a transplanté, lui a tout fait quitter, pour venir mourir à Montbard. Oui, il est venu y mourir, et pour des clous ! Ils peuvent être fiers d'eux, tous ces cadres, ces directeurs, ces responsables de Vallourec, ceux qu'on voit tous les jours et qu'on connaît bien, ceux qui nous disent qu'il faut que Vallourec marche bien et fasse des affaires, ceux qui nous disent qu'il faut que nous soyons compétitifs, que nous devons respecter les délais, changer d'ateliers, de régions, de villes, et de vie.

Oui, ils peuvent être fiers d'eux ces jeunes loups dynamiques, ces battants qui nous rebattent les oreilles avec les nécessités économiques, qui trouvent encore que la classe ouvrière n'est pas assez flexible, ne veut pas assez se déplacer pour avoir du travail. Ça lui a servi à quoi, à Jean-Claude Van Der Haegen, d'avoir du travail et de venir à des centaines de kilomètres de chez lui pour en trouver ? Il l'a payé de sa vie !

Ça leur sert bien, la crise. Ça leur sert à nous faire vivre comme au 19e siècle, à nous faire mourir aujourd'hui encore, au 20e siècle, en allant travailler. Ça leur sert à faire croire aux travailleurs qu'ils doivent être contents d'avoir du travail et tout faire pour que les affaires de Vallourec marchent bien. Alors, les affaires de Vallourec marchent bien ; ça va, merci, il y a eu trois morts en 10 mois dans cette usine de 1 100 travailleurs. Eh bien oui, tous ces cadres, ces directeurs, sont bel et bien des assassins, et ils peuvent toujours nous attaquer en diffamatton pour l'avoir écrit.

Lutte Ouvrière est solidaire de l'appel à débrayer lancé par la CGT ces jours derniers, et appelle les travailleurs de Montbard à s'associer à toute action qui pourrait être décidée dans les prochains jours".

Ce qu'il faut aussi savoir de Vallourec, c'est que c'est une entreprise qui marche, et qui marche très bien, et dont le cours des actions a doublé en un an, et qui en 1985 a atteint des chiffres records. Vallourec n'a pas été touché par la crise. Mais cela ne l'a pas empêché d'utiliser la crise pour mener une véritable guerre contre ses ouvriers, guerre favorisée par les mesures du gouvernement de gauche. Pour atteindre ces chiffres records, les dirigeants du trust n'ont pas hésité à licencier, à muter une partie du personnel du Nord en Bourgogne, à réduire sur tous les postes, au point que les conditions de travail sont maintenant devenues mortelles à Vallourec Montbard.

Correspondant LO

HÔPITAL EDOUARD-HERRIOT (LYON)

De pire en pire

A l'hôpital Edouard-Herriot, les conditions d'hospitalisation deviennent déplorables. C'est dû au fait que, depuis plusieurs années, on ne remplace plus les personnes qui partent en retraite ou en congé maternité et que, en même temps, des lits, voire même des services, sont fermés.

Le résultat c'est que, par exemple, le 18 février, au service médical d'urgence du pavillon N, il y avait 23 couchettes dans les couloirs. C'est ainsi que 4 ouvriers victimes d'une intoxication par le cyanure de benzyle n'ont pas pu être gardés, alors qu'il aurait été prudent de les hospitaliser quelques heures. Sur 3 personnes victimes d'une intoxication à l'oxyde de carbone, deux sont restées dans un box pendant les 4 heures d'oxygénothérapie, leur masque étant branché sur la même prise d'oxygène, et la troisième a été installée dans une salle de stockage du matériel. Une autre personne n'a pas pu recevoir d'oxygène car il n'y a pas de prise d'oxygène dans le couloir où elle était installée.

Au début du mois de février, au pavillon M d'urgence orthopédique, les malades étaient logés dans la salle de télévision ou sur des couchettes installées dans les couloirs, sans même une sonnette d'appel. Dans ces conditions, si le malade a besoin d'aide, il vaut mieux qu'il ait de la voix, à moins que le voisin du lit le plus proche ne soit pas trop mal en point et puisse attraper sa sonnette, qui avec un peu de chance sera en état de fonctionner.

Pour les malades installés dans les couloirs, au moment de la toilette et des soins, c'est à l'aide d'un paravent que les soignants essaient de préserver un peu d'intimité au milieu du va-et-vient continuel. Et comme c'est la pénurie, il arrive qu'on utilise une chemise en guise de serviette de toilette !

Et même les visites que reçoivent les malades sont perturbées car, avec le manque de personnel, le ménage est souvent fait l'après-midi, ce qui oblige les visiteurs à attendre dans les couloirs.

Quand un malade doit être changé de service, c'est toute une histoire. Comme le disait une malade, qui avait passé toute une journée dans les couloirs et les sous-sols, pour changer de service : *"C'est pire que* Dallas. *Attention : pas dans le confort et le luxe, mais dans le fait qu'on n'en voit jamais la fin."*

Les hospitaliers, eux, au milieu de la pénurie et de la pagaille, font ce qu'ils peuvent. Mais, débordés par les soins urgents, les médicaments à distribuer, les pansements et les toilettes à faire dans les couloirs, les malades à conduire au bloc, les repas supprimés, les journées doublées, les roulements de travail constamment changés, il arrive que les nerfs craquent.

Aussi, de plus en plus souvent, des délégations vont voir le directeur pour dénoncer les conditions de travail et celles faites aux malades. Mais tout ce qu'il sait répondre, c'est qu'il n'a pas d'argent pour embaucher.

Le comble, c'est que la direction générale des Hospices Civils de Lyon vient d'annoncer que le nouveau budget pour 1986 l'obligera à supprimer encore 500 postes, dont 50 à Edouard-Herriot, où il y en a déjà eu 40 de supprimés en 1985.

Au dernier Comité technique paritaire, la direction générale a proposé de supprimer certaines primes, bloquer les formations et les avancements de changements d'échelons, pour pouvoir boucler son budget.

Mais il n'est pas dit que le personnel accepte, car le mécontentement est grand. Et si les hospitaliers font éclater leur colère, ce sera bien la meilleure chose qui pourra arriver, aussi bien pour eux que pour les malades.

Correspondant LO

PHILIPPINES

LA POPULATION A CHASSÉ MARCOS

" *Les Philippins ont résolu le problème de façon non violente, ce qui leur fait honneur*", a déclaré le secrétaire d'Etat américain George Shult dès la nouvelle connue du départ de Marcos. Un dirigeant américain visiblement soulagé que l'affrontement n'ait finalement pas eu lieu et que le dictateur de Manille ait quitté le terrain moins de trois jours après que son chef de la police et son ministre de la Défense — encouragés en cela par les USA, d'ailleurs — eurent rejoint le camp Aquino.

Commentant ces événements dès le lendemain, un quotidien des milieux d'affaires, le *Financial Times* titrait : *"Les USA croisent les doigts et se félicitent"*, expliquant que *"d'une certaine façon, ce qui avait commencé en catastrophe vient de prendre un nouveau départ aux Philippines, situation que les plus optimistes ne se seraient pas aventurés à pronostiquer il y a 6 mois à peine"* quand *"certains alliés de l'Amérique craignaient que la situation ne dégénère en un nouveau Vietnam".*

Une situation, commente le même journal, qui aurait été à deux doigts de la catastrophe, lorsque, dans les jours qui suivirent les élections truquées par Marcos, Reagan *"affirma qu'il y avait eu fraude des deux côtés"*. Les conseillers de Reagan, dit-on, lui conseillèrent de changer de ton, "conseillés" eux-mêmes sans doute en cela par la présence, dans les rues de Manille, d'une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes qui, malgré les menaces de Marcos, votaient ainsi en un deuxième tour, pas truqué celui-là, et aux résultats parfaitement clairs.

"Ce ne sont pas les USA qui y sont pour quelque chose, mais c'est le peuple philippin", aurait déclaré, modeste mais réaliste, George Shultz. Mais effectivement, sans l'intervention de la population, Corazon Aquino aurait sans doute pu protester contre la fraude électorale, cela n'aurait eu aucune conséquence. Ni sur Marcos, ni sur un Parlement tout disposé à avaliser ses tricheries, ni, bien entendu, sur son protecteur américain. Et l'appel à la "désobéissance civile" n'a eu de sens que parce que lui répondaient en écho des milliers de manifestants défilant dans les rues malgré les chars de Marcos.

Et la presse anglo-saxonne ne s'y trompe pas quand elle évoque le rôle du "pouvoir populaire" dans la chute de Marcos. Certes, l'envoyé spécial de Reagan, Philip Habib, a sans doute donné le feu vert au chef d'état-major pour qu'il déserte le camp de Marcos après la démission du ministre de la Défense, Enrile, ce qui fit basculer 85 % de l'armée (selon Ramos) du côté de Corazon Aquino. Mais le 22 février, quand Marcos envoya ses fusiliers-marins assiéger le camp Crame où s'étaient réfugiés Ramos, Enrile et leurs troupes, ce ne sont pas les armes de ses derniers qui firent reculer les blindés du dictateur, ce sont les manifestants venus en nombre protéger ce camp qu'ils tenaient pour leur.

Car finalement, ce n'est pas sur un plan purement militaire que la partie s'est jouée, pas plus qu'elle ne s'est d'ailleurs déroulée en termes d'affrontements. En fait, face au dictateur, aux lieutenants qui le lâchaient l'un après l'autre, ne lui laissant qu'un carré de troupes fidèles, il y avait des dizaines, des centaines de milliers de gens semblant dotés d'une même volonté collective : abattre la dictature. C'est cette foule, cette vague humaine qui renversait les chevaux de frise des troupes de Marcos, qui engluait littéralement ses chars et les rendait ainsi inoffensifs car immobiles. C'est d'elle d'où sortaient ces civils que l'on a vus à la télévision s'avancer vers les soldats, s'insinuer dans leurs rangs pour les dissoudre et retourner ainsi la troupe.

Quant à la hiérarchie religieuse, qui fut longtemp l'un des plus fidèles piliers du régime de Marcos et qui est fortement liée aux milieux d'affaires, si elle délégua certains des siens dans la rue ce fut généralement pour s'interposer, ou pour tenter de le faire. Et le fait que l'Eglise ait mis à disposition de Corazon Aquino sa propre station, Radio-Veritas, ne change rien au fait que les manifestants surent s'emparer, parfois en y laissant la vie, des stations de télévision dont ils avaient besoin, même quand elles étaient gardées par la troupe. Et finalement ce fut bien cela, la fin du règne de Marcos, le mardi, quand les manifestants réussirent à interrompre la retransmission télévisée de la dernière apparition publique du dictateur, quelques heures après que Corazon Aquino a prêté serment, dans un club ultra-chic de Manille, comme nouvelle présidente du pays.

Et pendant ces trois dernières journées où les derniers retardataires des milieux d'affaires, militaires ou religieux eurent tout le temps de parcourir les 2 ou 3 kilomètres séparant le palais de Marcos, Malacanang, du club huppé de C. Aquino, la foule occupait jour et nuit les rues de la capitale et assiégeait les abords du palais. Quand fut annoncé la fuite de Marcos, 5000 personnes enfoncèrent les portes d'acier de Malacanang, malgré quelques coups de fusil tirés par une garde affirmant agir sur ordre du nouveau gouvernement. Comme le dictateur avait pu fuir sous la protection des Etats-Unis, la foule n'eut guère que l'effigie de Marcos à pouvoir briser ou brûler mais, comme le rapportait un journaliste, si *"certains venaient pour piller (...), beaucoup venaient juste pour voir, pour s'émerveiller d'avoir, eux, réussi à chasser Marcos"*.

Marcos est donc parti. Une grande partie de son gouvernement se retrouve aux côtés de Corazon Aquino : ainsi se conclu le premier épisode d'un mouvement de masse qui n'avait, jusque-là, cessé de croître et dont le vote massif pour C. Aquino avait constitué une illustration passive de la mobilisation contre la dictature. Certes, l'entrée en dissidence de chefs militaires ouvertement soutenus par les USA a porté un coup fatal à Marcos, mais cela n'a aussi été possible que parce que cette même mobilisation populaire, de passive lors des élections, était devenue active dans la rue.

Quant à savoir quelle sera maintenant l'évolution du régime, c'est une autre question. Car les Philippines sont un pays pauvre, pillé par l'impérialisme, la bourgeoisie locale et jusqu'à ces jours-ci par le clan Marcos. Comment ce pays perclus de dettes auprès des banquiers occidentaux réussira-t-il à les rembourser ? Le nouveau gouvernement saura-t-il faire payer la population ? Selon la presse, ces questions se trouvaient au centre des préoccupations des banquiers new-yorkais et de ceux du FMI ces jours-ci. Des préoccupations que n'apaise sans doute pas le fait de savoir qu'à peine auto-désignée, Corazon Aquino a dû publier un communiqué affirmant qu'elle n'avait *"autorisé aucun groupe à remplacer les autorités de la ville ou des municipalités par des "comités populaires"*.

Une chose qui va sans dire, mais qui n'ira peut-être pas sans problème à faire entendre à tous ceux qui ont chassé Marcos !

Pierre LAFFITTE

Les manifestants déchirent le portrait de Marcos.

ON PREND LES MÊMES ET ON RECOMMENCE?

Si le départ du dictateur Marcos est finalement le résultat de la mobilisation populaire et en particulier des masses pauvres, pour le moment c'est pour la bourgeoisie philippine que celles-ci ont tiré les marrons du feu.

Au travers de Corazon Aquino, c'est la même classe sociale que celle qui a porté Marcos à la tête de l'Etat, qui défend ses intérêts et continuera à exercer le pouvoir. Madame Aquino est elle-même une représentante de la grande bourgeoisie. Elle est la fille d'une des plus grandes familles de politiciens et d'hommes d'affaires du pays, les Cojuangco, dont l'un des membres, Eduardo, est un "Crony", un des barons de la finance du régime Marcos, et est surnommé le "roi de la noix de coco".

Le général Ramos, nommé chef d'état-major par Corazon Aquino, qui succède au général Ver, avait déjà remplacé ce dernier sous Marcos pendant la période où, ayant été considéré comme l'assassin de Benigno Aquino, il avait été suspendu de ses fonctions. Ramos était à la fois le second de Ver et son rival. Cousin de Marcos et diplômé de l'académie militaire de West Point (USA), à la veille encore de l'élection présidentielle, il avait laissé entendre que Mme Aquino était liée à la subversion et déclarait que l'armée *"ne permettrait pas aux communistes de prendre le pouvoir"*. C'était lui le responsable du massacre par la gendarmerie, en septembre dernier, d'une vingtaine de grévistes dans la province de Negros Occidental.

Ministre de la Défense, aujourd'hui comme hier, Juan Ponce Enrile était depuis le début lié à Marcos. D'abord ministre de la Justice puis des Finances, puis début 1971 ministre de la Défense nationale, il avait été chargé de l'application de la loi martiale décrétée en septembre 1972. Il dispose d'une des plus grosses fortunes des Philippines, amassée à l'époque de cette loi martiale d'ailleurs. Il est lié aux affaires d'Eduardo Cojuangco, le "roi de la noix de coco", et il fait partie de ces riches Philippins qui ont investi dans l'immobilier en Californie.

Quant à Salvador Laurel, le coéquipier de Corazon Aquino dans les élections présidentielles, celui à qui elle offre aujourd'hui la direction du gouvernement, lui aussi gros propriétaire foncier, il est le fils d'un politicien qui joua sous l'occupation japonaise le rôle d'exécutant à la tête du gouvernement. Il a fait partie longtemps du KBL, le parti de Marcos, et se veut résolument de droite.

Le principal soutien de Corazon Aquino, l'Eglise, elle non plus n'a pas spécialement un passé d'opposition à la dictature de Marcos. Elle s'est toujours trouvée du côté du manche, tant en soutenant le pouvoir contre la révolte paysanne des Huks à la fin de la guerre, qu'en soutenant Marcos lorsqu'il décréta la loi martiale en 1972. Sa conversion toute récente date de la montée populaire qui a suivi l'assassinat de Benigno Aquino et a été essentiellement motivée, comme le déclare son chef le cardinal Sin, par la crainte de voir la gauche (en particulier les organisations du PC philippin) se renforcer.

Avec Corazon Aquino, ce sont les mêmes hommes qu'avant que l'on retrouvera au pouvoir, au couple Marcos près. L'avenir nous dira dans quelle mesure leur façon de gouverner sera fondamentalement différente de celle de feu le régime Marcos, et pour combien de temps. Mais de toute façon ce sont les mêmes intérêts de classe et les mêmes intérêts individuels que les hommes au pouvoir continueront à servir. Tant la bourgeoisie philippine que l'impérialisme américain espèrent qu'ils feront suffisamment illusion auprès des masses pour que la situation devienne plus stable et que l'exploitation des pauvres par les riches puisse continuer comme par le passé. Reste à prouver que les masses philippines vont se contenter de ce seul changement.

L.G.

SEULE LA CRAINTE DE LA RÉVOLUTION LEUR FAIT LÂCHER LES DICTATEURS

Les dirigeants des Etats-Unis ont fait jusqu'au bout bon ménage avec le dictateur philippin. Leur soutien dans le passé ne lui a jamais manqué. Même en 1983, quand Benigno Aquino, de retour aux Etats-Unis avec la bénédiction officieuse des autorités américaines, était assassiné sur ordre de Marcos en descendant de l'avion qui l'amenait à l'aéroport de Manille, cela n'a eu aucune incidence sur les relations entre les USA et la dictature philippine.

Malgré la fraude aux dernières élections, Reagan n'a pas accusé Marcos après la proclamation des résultats. Et même lorsqu'il a changé d'avis, deux jours plus tard, et a reconnu clairement que la tricherie était le fait du dictateur philippin, il n'en a pas conclu pour autant que Marcos n'était pas le président des Philippines.

Ce n'est que dans les dernières heures, soit près de trois jours après qu'une partie des militaires était entrée en dissidence et que des centaines de milliers d'habitants de Manille étaient sortis dans la rue, le mardi 25 février, qu'un représentant du président Reagan a fait savoir clairement et avec insistance à Marcos qu'il souhaitait qu'il s'en aille.

Ce n'est que lorsque les dirigeants américains se sont rendu compte que l'explosion sociale allait devenir inévitable et que Marcos n'était plus du tout maître de la situation, qu'ils ont lâché leur homme de main. Et ils pouvaient d'autant plus facilement le faire qu'ils disposaient d'une équipe de rechange pas moins dévouée à leurs intérêts.

En entretenant depuis maintenant des années des liens avec l'opposition, bourgeoise et ouvertement anticommuniste, ils avaient déjà en quelque sorte contribué à la préparation d'une solution de rechange à une dictature qu'ils savaient usée. Mais ils n'avaient rien fait qui puisse anticiper sur le remplacement d'un Marcos qui les avait jusque-là si bien servis.

Les dirigeants américains ont choisi pour les Philippines la même voie que pour Haïti. Ils ont préféré lâcher leur homme de main juste un peu avant qu'il ne soit trop tard, plutôt que de le soutenir jusqu'au bout comme ils l'avaient fait pour Somoza au Nicaragua ou pour le chah en Iran. Car soutenir jusqu'au bout, cela signifie soutenir jusqu'à ce que la montée du mouvement des masses se transforme en révolution. Et c'est bien cela qui menaçait aux Philippines comme en Haïti.

Ce n'était pas la première élection truquée et Marcos, au cours de son règne, en avait fait bien d'autres. Mais là, un mouvement populaire de masse se développait, des centaines de Philippins avaient manifesté dans la rue et leur espoir de changement, jusque-là canalisé vers la voie des urnes, ne pouvait plus alors que déboucher sur une explosion révolutionnaire, dès lors que leurs espoirs électoraux s'évanouissaient.

La situation est explosive aux Philippines, comme elle l'est à Haïti et dans bien des pays du Tiers Monde, comme on vient de le voir aujourd'hui même, en Egypte. Partout où la crise économique pousse les masses pauvres au désespoir, l'impérialisme se trouve confronté à des crises sociales qui peuvent déboucher sur des situations révolutionnaires que les dictatures qu'ils soutiennent sont incapables de contenir. En Amérique latine, en particulier au Brésil et en Argentine, l'impérialisme a réussi à assurer des transitions vers des régimes à façade plus démocratique et, de ce fait, il s'est donné un nouveau répit grâce aux illusions que ces gouvernements entretiennent aux yeux des masses. Et c'est pour le moment cette même voie politique qu'il continue à emprunter — Haïti et les Philippines le démontrent — pour tenter de sauver ses intérêts face aux explosions de la misère. Cela donne peut-être un répit à ceux qui mettent la planète en coupe réglée. Mais jusqu'à quand ?

L.G.

La population soutient Aquino. Ramos et Enrile aussi... mais après avoir servi Marcos.

EGYPTE

NOUVELLE EXPLOSION DE LA MISÈRE

C'est avec des hélicoptères de combat et des chars dans la rue et par des tirs de mitrailleuses que Moubarak a répondu aux émeutes survenues au Caire, le 25 février. Commencé par la révolte des appelés affectés à la police dans le secteur de Gizeh, la banlieue du Caire, elles se sont étendues au centre de la capitale, à Hélouan, zone industrielle du Caire, à Maadi dans la grande banlieue résidentielle où habitent de nombreux touristes, mais aussi en province, à Assiout (à 380 kilomètres du Caire), à Ismaïlia sur le canal de Suez, à Sohag, en moyenne Egypte.

Les premières cibles ont été les hôtels de luxe, les night-clubs, incendiés avec les voitures qui stationnaient devant, mais aussi des commissariats. Les manifestants scandaient : *"Ils mangent du poulet et de la viande, nous ne mangeons que du pain !"*.

Les appelés affectés à la police qui ont été à l'origine des événements effectuent un service militaire de trois ans et demi, sont payés l'équivalent de 80 francs par mois, sont mal habillés, mal équipés et, au Caire où ils sont cinq à six mille, affectés par exemple à la surveillance des bâtiments publics.

Le bruit d'une prolongation d'un an de leur service obligatoire a couru, de même que celui de la suppression de la garantie d'un salaire minimum aux étudiants d'université ayant terminé leurs études, disposition qui aurait également touché beaucoup de policiers. C'est ce qui a déclenché apparemment la révolte. Mais cela n'a rien d'un coup de tonnerre dans un ciel serein. C'est une explosion dans un océan de misère dont la situation de la population du Caire est particulièrement significative. La misère pousse de plus en plus la population à émigrer vers cette mégalopole qui, de quelque trois millions d'habitants il y a 30 ans, est passée aujourd'hui à onze millions. Et quand on parle "d'habitants" cela ne veut pas dire ayant un logement. Une grande partie de la population vit et meurt dans la rue, ayant parfois comme seule protection un bout de tissu tendu, ou s'abritant dans les cimetières, dans les tombes qui affichent complet.

Cela n'empêche pas, bien sûr, une certaine bourgeoisie de se vautrer dans l'opulence. Et la façon dont vivent les étrangers qui viennent en Egypte ne peut qu'apparaître comme une insulte à la misère de la population.

L'Egypte est prise à la gorge par sa dette extérieure qui dépasse les 25 milliards de dollars. Les caisses de l'Etat sont vides. *"Des grèves et des conflits avec la police avaient éclaté dans les dernières semaines dans plusieurs zones industrielles, notamment à Mahad El Koubra"* dit *Le Figaro* du 27 février, qui poursuit : *"L'appauvrissement du marché du travail dans les pays arabes a réduit de moitié les envois de devises des ouvriers égyptiens travaillant à l'étranger. Les rentrées du canal de Suez et du tourisme ont considérablement baissé. La chute du prix du pétrole et les besoins énergétiques croissants d'une population qui augmente de plus d'un million de personnes par an a tari une des plus importantes sources d'exportation"*.

La crise capitaliste n'empêche certes pas la bourgeoisie de faire des profits partout dans le monde. Dans les pays industrialisés, elle se traduit par un chômage massif qui pèse durement sur les plus pauvres des travailleurs. Mais dans les pays sous-développés comme l'Egypte, elle se traduit par des situations tellement insupportables pour les populations qu'elle transforme ces pays en véritables poudrières. L'Etat égyptien reçoit deux milliards de dollars d'aide américaine, mais c'est pour s'acheter des chars, des avions et essayer d'entretenir un appareil de répression apte à faire face contre sa population.

Mais rien ne dit que toute la bourgeoisie égyptienne, que l'impérialisme américain s'en tireront longtemps encore à si bon compte. Rien ne prouve qu'ils peuvent indéfiniment écraser de misère les peuples et noyer dans le sang toutes leurs tentatives de révoltes. Les événements d'Egypte illustrent au contraire, après les Philippines et Haïti, qu'avec la crise du système capitaliste, le monde entre dans l'ère des révolutions.

Louis GUILBERT

IL Y A 30 ANS

FEVRIER 1956 : XX[e] CONGRÈS DU PC SOVIÉTIQUE

QUAND LES HÉRITIERS DE STALINE "DÉSTALINISAIENT"

Le 24 février 1956 s'achevait le XX[e] congrès du PC soviétique, le premier depuis la mort de Staline, le 5 mars 1953.

A en croire les comptes rendus officiels, ce congrès n'avait rien eu de remarquable, si ce n'est qu'on y avait confirmé Nikita Khrouchtchev dans son poste de premier secrétaire. On y avait aussi critiqué — mais depuis 1953 la chose n'était pas exceptionnelle — le "culte de la personnalité" au nom du "principe de direction collégiale", un paravent derrière lequel se déroulait une lutte entre les successeurs possibles au poste de "chef suprême".

Ce congrès presque banal allait pourtant entrer dans l'histoire comme celui de la "déstalinisation".

C'est quatre mois plus tard, seulement, qu'aux Etats-Unis et en Europe on eut connaissance de ce qui avait constitué l'événement : le rapport secret de Khrouchtchev évoquant les *"fautes très graves commises par Staline",* pour reprendre les termes d'une déclaration un peu gênée du PCF.

En fait, ce ne sont pas les "fautes" de Staline, mais *"les choses abjectes qui avaient été pratiquées en ce temps-là",* les *"milliers d'honnêtes et innocents communistes qui sont morts par suite des monstrueux truquages des procès",* les *"terribles tortures"* permettant d'arracher les *"confessions"* des victimes que Khrouchtchev avait dénoncés devant les délégués, dans la nuit du 24 février, lors d'une séance à huis-clos.

APAISER LA BUREAUCRATIE

Ce qui fut présenté par la suite comme une "bombe" n'était évidemment pas une révélation pour des congressistes blanchis sous le harnais stalinien et qui, Khrouchtchev en tête, avaient eu plus que leur part de responsabilités dans les crimes évoqués. Mais c'est précisément à ces experts en stalinisme que Khrouchtchev se devait de tenir ce langage, pour les rassurer sur les intentions de la nouvelle équipe dirigeante. La "déstalinisation" représentait une rupture avec la période précédente, mais n'en affirmait pas moins une continuité dans la défense des intérêts généraux de la bureaucratie.

Dans les années trente, Staline avait imposé par la terreur son pouvoir et celui de la bureaucratie, la police politique pouvant frapper n'importe qui, n'importe où, fût-ce dans les rangs des bureaucrates eux-mêmes. Mais un quart de siècle plus tard, ceux-ci aspiraient à pouvoir jouir sans crainte de leurs privilèges et ils pouvaient effectivement se dire que cette "déstalinisation" signifiait tout simplement pour eux : "autres temps, autres mœurs".

UNE STATUE QUI FAISAIT DE L'OMBRE

Mais Khrouchtchev avait aussi une raison — personnelle cette fois — de "déstaliniser" au sens patronymique du terme. La mort de Staline avait en effet ouvert une course à la succession entre la dizaine de membres du Bureau Politique de 1953. Khrouchtchev, qui ne se trouvait alors qu'en huitième position, avait mis trois ans pour évincer certains rivaux, pour en rallier d'autres à sa cause, le plus dangereux de tous, le chef de la police politique, Béria, ayant été liquidé de façon "collégiale" et dans la plus pure tradition stalinienne, peu après la mort de Staline. Khrouchtchev ne pouvait cependant pas se contenter d'apparaître comme un "héritier". D'abord parce que d'autres auraient pu, non sans raisons, revendiquer tout ou partie de l'héritage. Mais surtout parce que, ayant vécu toute la période stalinienne aux côtés du "petit père des peuples", ce passé de figurant ou même de doublure pouvait le gêner dans le rôle de "chef suprême" qu'il entendait tenir. L'éclat du nouvel astre montant dans le ciel de la bureaucratie eût été terni par la présence d'un autre soleil, même éteint.

Staline avait joué son rôle mais, une fois mort, la bureaucratie n'en ayant plus besoin, Khrouchtchev pouvait l'en débarrasser. Dans une certaine mesure, voulue et contrôlée par les sommets de la bureaucratie, la "déstalinisation" était appelée à asseoir le mythe personnel du nouvel "arbitre suprême", tout comme le stalinisme l'avait fait pour son prédécesseur. Le tout se résumant à un simple changement de nom, avec autant de conséquences pour la population que la transformation, en 1956, de "l'Administration générale des camps" (en russe, le "goulag") en "Administration générale des institutions de rééducation par le travail" !

Khrouchtchev, dans l'ombre de Staline.

DU "DÉGEL"...

Le fameux rapport eut beau ne jamais être publié en URSS, il fut lu dans des assemblées du parti et des informations filtrèrent rapidement dans la population quant aux "révélations" officielles sur les crimes de Staline. Ceci s'ajoutait aux récits des déportés qui commençaient à revenir des camps depuis 1953 et aux réhabilitations, même discrètes et à titre souvent posthume, de certaines victimes de Staline. Et tout cela semblait confirmer que le climat était au "dégel", selon le titre d'un roman d'Ehrenbourg critiquant les mœurs dictatoriales de la bureaucratie et qu'une revue venait de publier. D'autres revues s'enhardirent, tel *Novy Mir* qui édita, pendant l'été 1956, *L'homme ne vit pas seulement de pain.* Ce roman de Doudintsev eut un énorme retentissement : le héros en était un ingénieur condamné pour s'être opposé aux bureaucrates de son entreprise, mais qui réussissait finalement à imposer une invention refusée par ces mêmes bureaucrates. Les autorités tentèrent bien de faire condamner le roman par l'Union des écrivains de Moscou, mais ce fut un fiasco.

L'écrivain Siniavski a décrit dans une de ses nouvelles, *Les graphomanes,* la frénésie d'écrire pour raconter la peur, le mensonge, les arrestations arbitraires, les exécutions, qui s'était alors emparée de certains de ses contemporains. Des bouches commençaient à ne plus craindre de s'ouvrir et la censure dut quand même laisser passer un certain nombre d'ouvrages. Le jeune Evtouchenko put ainsi publier un poème, *Station d'hiver,* dans lequel il accusait les *"héritiers de Staline"* d'avoir attendu sa mort pour s'aviser de ses crimes : il fut exclu des Jeunesses Communistes, mais resta en liberté, chose qui eût été impensable trois ans auparavant.

...AU RE-GEL

En URSS, il y eut bien des révoltes en 1953-54 dans les camps de Vorkouta, Norilsk ou Kinguir, suite aux espoirs suscités par la mort de Staline. Il y aurait eu aussi quelques grèves dans des usines. Mais finalement, pour la population, hormis certains cercles de l'intelligentsia, la "déstalinisation" ne changea finalement pas grand-chose. En Europe centrale en revanche, les espoirs et les illusions des années 1953-56 provoquèrent des mouvements plus profonds et plus dangereux pour la bureaucratie : à Berlin-Est, en Pologne et en Hongrie. Les soulèvements ouvriers de Berlin en 1953 et de Hongrie, finalement écrasés dans le sang par les chars de la bureaucratie, démontraient — s'il en était besoin — que les héritiers, même ingrats, de Staline n'avaient rien oublié des méthodes et des leçons du "maître" !

En URSS même, l'embellie — relative et limitée aux seuls intellectuels — de la "déstalinisation" fut de courte durée. La campagne lancée contre Pasternak, pour qu'il renonce au prix Nobel qui lui avait été attribué en 1958 pour son *Docteur Jivago,* sonna comme un coup d'arrêt pour tous ceux qui avaient eu des illusions quant à ce que la bureaucratie pourrait tolérer. Il y eut bien encore quelques exceptions, comme la publication en 1962 d'*Une journée d'Ivan Denissovitch,* ce roman autobiographique sur la vie dans les camps qui ne fut autorisé, dit-on, que parce que Khrouchtchev l'imposa au Bureau Politique. Mais ce furent des cas d'espèce.

Certains intellectuels allaient alors rentrer dans le rang et les "honneurs" d'une carrière acceptée par la censure, comme Evtouchenko. D'autres allaient choisir de se passer d'autorisation et d'éditer eux-mêmes, en toute illégalité donc, leurs ouvrages, passant ainsi du terrain de la contestation littéraire à celui de la contestation politique. Les écrivains Daniel et Siniavski furent, en 1965, parmi les premiers connus à être condamnés à ce titre. De nombreux autres allaient leur succéder dans les camps et les hôpitaux psychiatriques de la bureaucratie "déstalinisée"...

P.L.

le pouvoir aux travailleurs
mensuel trotskyste
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

Extrait du mensuel trotskyste africain LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS (numéro de février)

MALI – BURKINA

APRÈS AVOIR TUÉ DES INNOCENTS, LES DICTATEURS S'EMBRASSENT

Moussa Traoré et Thomas Sankara, après avoir fait la guerre durant quelques jours, se sont "réconciliés" à Yamoussokro, en Côte-d'Ivoire, en présence de Houphouët-Boigny ainsi que d'autres chefs d'Etat africains. A ce "sommet de réconciliation" on a vu les deux dictateurs s'embrasser après s'être traités de tous les noms lors de la guerre.

(...) Cette guerre de frontière qui a fait des dizaines de morts de part et d'autre, si elle a été "utile" pour quelqu'un, c'est tout d'abord à Moussa Traoré et à Thomas Sankara. Elle a permis à ces deux dictateurs galonnés de se redorer le blason auprès d'une partie de leur population. Ils en ont profité tous les deux pour faire de la surenchère démagogique et chauviniste.

Cette démagogie a été payante pour les deux. Car on a vu de part et d'autre des gens qui ont accueilli leurs discours nationalistes avec des applaudissements d'approbation. Certains ont même donné avec une certaine fierté de l'argent aux dirigeants, pour les aider à financer cette sale guerre. D'autres se sont portés "volontaires", tout au moins verbalement, pour aller "défendre la patrie occupée par l'ennemi".

Quelle aubaine donc pour Moussa Traoré et Thomas Sankara, eux dont le régime ne tient que par la force de leurs armées. Avant le conflit, Moussa Traoré avait tellement peur des "troubles" au Mali qu'il n'avait même pas voulu venir ici à Paris, lors du sommet annuel franco-africain. Il craignait qu'on ne lui pique sa place en son absence (...).

Si les frontières servent à quelque chose, c'est bien pour diviser les populations. C'est pour cela d'ailleurs que les colonisateurs les ont tracées avant d'accorder les indépendances. Nos dirigeants y tiennent comme à la prunelle de leurs yeux car eux aussi, tout comme les colonisateurs, ont intérêt à ce que les populations restent divisées.

(...) L'avenir n'est pas dans la défense des frontières héritées du colonialisme, mais dans la constitution d'un vaste ensemble, pour mettre en commun toutes les richesses et les énergies des populations. Mais pour aller dans ce sens, les travailleurs devront d'abord se débarrasser de ces dirigeants sanguinaires qui, pour sauvegarder leurs privilèges, sont capables d'entraîner les populations à se massacrer.

HAÏTI

LE GOUVERNEMENT DU GÉNÉRAL NAMPHY ESSAIE DE SAUVER LES TORTIONNAIRES DE DUVALIER, ET SE REND DÉJÀ IMPOPULAIRE

Il n'aura pas fallu longtemps pour que le gouvernement post-Duvalier, le Conseil National de Gouvernement (CNG), formé pour l'essentiel d'hommes plus ou moins compromis sous Duvalier, commence à se déconsidérer.

Le gouvernement provisoire a promis des élections et le rétablissement de la démocratie. En attendant cette hypothétique démocratie, le CNG prend des décisions qui sont à l'opposé de la volonté populaire. Pour le moment, c'est la question des tortionnaires de l'ancien régime qui semble la plus brûlante. A ce sujet, la population a montré dès la chute du tyran quelles étaient ses intentions, en commençant à lyncher un certain nombre de "tontons macoutes". Aussitôt l'armée est intervenue pour tenter de protéger les autres. Mais était-ce pour qu'ils soient jugés ? C'est peu probable, puisque le nouveau régime vient de décider d'expédier à l'étranger deux des pires parmi les tortionnaires duvaliéristes, deux des principaux dirigeants de la police de bébé Doc.

Le premier, le colonel Albert Pierre, a été envoyé sous escorte militaire jusqu'à l'aéroport, d'où il s'est envolé pour le Brésil, dont le gouvernement l'a accueilli pour "raison humanitaire".

Pour le second, Luc Desyr, les choses se sont passées autrement que prévues : il allait lui aussi prendre l'avion, mais une foule de manifestants en colère a envahi la piste. L'armée est intervenue pour sauver le bourreau, a repoussé la foule à l'aide de grenades lacrymogènes. Luc Desyr n'a pu

partir dans l'avion. Une jeep militaire l'a emporté on ne sait où...

En tout cas une partie de la population est dressée contre le nouveau régime : la fête censée célébrer la chute de Duvalier a donné lieu à des manifestations de la population devant le quartier général de la police, aux cris de : *"Duvalier toujours là !"*. L'un des ministres du CNG est même accusé d'être carrément un "tonton macoute" !

Parallèlement à ce mécontentement populaire, le gouvernement est en crise : le ministre de la Justice, Gérard Gourgue, l'un des deux civils du gouvernement, le seul qu'on ne puisse accuser d'avoir été compromis à un titre ou un autre sous Duvalier, a estimé *"choquante et offensante"* la fuite d'Albert Pierre au Brésil. Et il n'est pas apparu à la cérémonie officielle aux côtés des autres membres du gouvernement. Il se désolidarise donc nettement. Rêve-t-il à une prise du pouvoir dans le futur Haïti démocratique ? C'est bien possible...

En attendant, la chute de Duvalier n'a rien réglé. Il ne semble pas y avoir d'"état de grâce" pour le gouvernement Namphy. Haïti, ce n'est peut-être pas fini.

André VICTOR

XXVII[e] CONGRÈS DU PC SOVIÉTIQUE

A L'EST, RIEN DE TRÈS NOUVEAU

Le discours (fleuve, selon la tradition) prononcé par Gorbatchev en ouverture du XXVII[e] congrès du PC soviétique n'a finalement pas appris grand-chose (mais cela aussi, c'est la tradition).

En fait, il s'agissait avant tout d'une sorte de cérémonie d'intronisation dans ses fonctions du nouveau premier d'entre les bureaucrates.

Sans doute pour bien montrer qu'il était désormais le n° 1, Gorbatchev a étrillé son prédécesseur, Brejnev (Andropov et Tchernenko n'ayant fait que passer au Kremlin). Il n'a d'ailleurs sans doute pas dû avoir à beaucoup forcer le trait pour décrire *"l'inertie, l'immobilité (...), la baisse du dynamisme dans le travail"* d'un Brejnev octogénaire entouré des bureaucrates en chef de sa génération. Il risquait d'autant moins d'être contredit que, des 14 membres du Bureau Politique en place sous Brejnev, aujourd'hui 10 sont morts ou limogés.

La presse a souligné le "ménage" effectué par Gorbatchev dans les sphères dirigeantes depuis son arrivée aux affaires, voici tout juste un an. Certes. En Occident, quand une équipe de politiciens en remplace une autre, on assiste aussi, dans une certaine mesure, à une valse des places acquises. Seulement en URSS, parce que de telles occasions se produisent bien plus rarement (généralement lors du décès du N° 1), le personnel dirigeant semble ne devoir pas connaître l'âge de la retraite, et les changements, quand ils ont lieu, sont évidemment plus spectaculaires. Et si Gorbatchev a pu, à cette occasion, dénoncer le clientélisme qui accompagne ce mode de fonctionnement et qui, semble-t-il, prospérait sous Brejnev, les nouveaux promus sont eux aussi décrits par la presse occidentale comme faisant partie de "l'équipe" de Gorbatchev ou de celle de son N° 2, Ligatchev.

Chaque nouveau secrétaire général avait, en son temps, promis la mise en œuvre de réformes économiques. La situation se serait-elle aggravée depuis quelque temps ? Les experts occidentaux l'affirment et Gorbatchev le reconnaît quand il parle *"des difficultés accumulées dans l'économie"* ou de *"la plupart des productions industrielles et agricoles (qui) n'ont pas atteint (...) les niveaux prévus"* et quand il évoque la nécessité d'une *"réforme radicale"*.

Des mesures seront-elles prises ? Lesquelles, parmi ces *"transformations révolutionnaires"* de l'économie dont a parlé Gorbatchev, ou parmi d'autres dont il n'a rien dit ? Nous n'en savons évidemment rien, même s'il est question (mais ce n'est que la énième fois !) d'assouplir la planification, de laisser plus de liberté aux entreprises ; mesures qui, de toute façon, ne changeraient évidemment rien au fait que l'URSS reste un pays relativement pauvre, pillé qui plus est par une bureaucratie parasite et qui ne peut pas plus accepter la démocratie dans la planification que dans le reste de la vie sociale.

Dans son discours, Gorbatchev n'a pas manqué de dénoncer une nouvelle fois la corruption, l'ivrognerie, l'absentéisme au travail, le parasitisme et même *"la bureaucratie"*, bref, tout ce qui peut passer pour un manque de conscience des intérêts de la collectivité. Des propos qui ne sont pas seulement moralisateurs (et passablement hypocrites !) mais qui ont surtout pour fonction de faire porter la responsabilité du manque de produits ou de leur mauvaise qualité aux producteurs eux-mêmes. Et Gorbatchev de s'en prendre au *"truquage des paies"*, au *"versement de sommes non dues, de primes non méritées"*, au système des *"salaires fixes garantis"*, en insistant sur le fait que *"le niveau des revenus doit dépendre directement du travail"*.

Un refrain qui, n'eût été la barrière de la langue, pourrait paraître bien familier à nombre de patrons occidentaux ! Tant il est vrai que, la crise mondiale exacerbant les problèmes économiques de l'URSS, les bureaucrates semblent s'y poser — et, depuis Andropov, c'est affirmé comme un leitmotiv de la propagande — le problème de savoir comment accroître la "productivité". C'est-à-dire en fait le degré d'exploitation de la classe ouvrière.

P.L.

QUAND LES CHARLATANS ET LES MARCHANDS D'ILLUSION LISENT DANS LE MARC DE PÉTROLE

"*Et si la crise était finie*" titre *L'Express* du 21 février, tandis que dans le même numéro un Fabius enthousiaste déclare qu'en 1986 "*la situation économique sera bonne. Je suis preneur de l'héritage!*"

Serait-elle donc enfin là, cette fameuse reprise? Cela faisait des mois, des années même, que les économistes de tous bords en cherchaient fiévreusement — et vainement — des symptômes concluants aux quatre coins de l'économie mondiale. Et voilà que ceux d'ici en ont enfin trouvé, et à trois semaines des élections encore! Et pas n'importe quoi : cette fois-ci, il ne s'agirait plus seulement des bons résultats de la lointaine industrie américaine, mais bel et bien de notre économie bien de chez nous.

LES DIVIDENDES D'UNE SITUATION, MAIS LES SOCIALISTES N'Y SONT POUR RIEN.

D'un seul coup d'un seul, on aurait découvert une cagnotte inattendue de 60 milliards de francs. Pas un trésor caché, bien sûr. Mais, grâce à la chute du prix du pétrole (près de 50% en un an), la facture pétrolière de la France va baisser en 1986. A quoi vient s'ajouter la baisse du dollar, qui vient de passer en dessous de la barre des 7 F. Ce sont les économies ainsi réalisées sur les dépenses pétrolières qui sont évaluées à 60 milliards de francs pour l'année (évidemment, dans ces conditions-là, il y en a beaucoup qui se verraient très bien dans la peau de ministre des Finances...).

Alors les politiciens jubilent.

Les socialistes voudraient bien convaincre les électeurs que cette aubaine est le fruit de leur politique au gouvernement. Comme s'ils y étaient pour quelque chose! Comme s'il suffisait de prendre aux pauvres et de donner aux riches, comme ils l'ont fait ici, pour déclencher une baisse spectaculaire et simultanée du pétrole et du dollar dans le monde entier!

Quant à savoir comment les socialistes utiliseront ces 60 milliards inespérés — si par hasard ils restaient au pouvoir —, c'est tout vu. Dans un article des *Echos* du 25 février, Rocard annonce la couleur : il faut, dit-il, que le magot "*revienne aux entreprises pour soulager leurs charges. Il est en revanche impératif de ne pas baisser le prix de l'essence à la pompe au-dessous de son niveau actuel*". Les consommateurs doivent continuer à payer et les patrons à encaisser! Quant aux chômeurs, ils n'auront qu'à attendre qu'on daigne leur offrir des emplois!

A droite, on n'est pas moins rayonnant. Et comme les politiciens de droite ne peuvent vraiment pas prétendre qu'ils y sont pour quelque chose, ils soulignent que c'est au libéralisme américain, leur modèle, que nous devrions tous ces bienfaits.

Et la reprise dans tout ça? Est-ce vraiment la fin de la crise, comme ils le prétendent tous plus ou moins?

Comme s'ils en savaient quelque chose!

IL MANQUE TOUJOURS L'ESSENTIEL : LA REPRISE DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS.

Si reprise économique il y avait, on verrait d'abord la reprise des investissements productifs. Et avec, on verrait la reprise de l'embauche. Mais de ce côté-là, sœur Anne n'a encore rien vu venir!

La seule reprise qui est indiscutable, c'est celle de la spéculation boursière. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, ne serait-ce que les 46% de plus-value sur les actions réalisés à la Bourse de Paris au cours de l'année écoulée.

Mais justement, la fièvre boursière n'est pas du tout un symptôme de bonne santé pour l'économie. Au contraire. Elle indique que ceux qui ont de l'argent préfèrent chercher des profits dans la spéculation à court terme plutôt que dans l'investissement productif à long terme. Elle indique que les riches eux-mêmes n'ont plus confiance dans leur propre système, justement parce qu'il est en crise. C'est d'ailleurs exactement ce qui s'est passé avant le krach boursier de 1929. Et aujourd'hui, certains économistes en sont même à s'inquiéter de l'emballement boursier.

Alors, il est vrai que les profits ont augmenté, que ce soit ceux des entreprises ou ceux des spéculateurs — ce sont d'ailleurs souvent les mêmes. Mais cela dure déjà depuis plusieurs années. Et si c'était réellement un signe de reprise, on n'en serait plus à discuter, comme aujourd'hui, pour savoir si oui ou non le bout du tunnel est en vue!

Alors bien sûr, on nous parle de l'inflation qui a baissé. Et tous les politiciens — à droite comme à gauche — tombent d'accord pour prétendre que c'est un indice de meilleure santé de l'économie. Au point que cette baisse de l'inflation est devenue le plus beau fleuron du bilan des socialistes au gouvernement. Comme si d'ailleurs ils y étaient pour quelque chose, alors que la baisse de l'inflation est un phénomène mondial aujourd'hui!

Un indice de meilleure santé? Voire. Dans les crises économiques précédentes, les économistes appelait cela la "déflation" : on assistait à une diminution de la production, accompagnée d'une baisse de la consommation, et tout cela se traduisait par une baisse générale des prix. C'était l'un des symptômes caractéristiques d'une période de crise. Et brusquement, on voudrait nous faire croire qu'un symptôme analogue aujourd'hui serait celui de la reprise?

Quant à la reprise des investissements productifs, qui devrait être pourtant l'indice numéro un, on n'en voit guère les effets. Ce que l'on voit en revanche, c'est que le principal symptôme de la crise pour ceux qui vivent de leur travail, le chômage, continue d'augmenter.

Il est vrai qu'on trouve des gens, comme ce directeur du service des études économiques de Paribas dénommé Develle, pour affirmer sérieusement : "*Si le chômage c'est la crise, alors oui la crise est finie. Le chômage est au plus haut, il ne peut que décroître*".

Le problème c'est que ce sont justement des charlatans comme ce Develle, des adeptes de la méthode Coué, qui annoncent aujourd'hui la fin de la crise. Et que c'est sur les prédictions de ces charlatans que les politiciens marchands d'illusions électorales fondent leurs promesses et leurs politiques!

François ROULEAU

ÇA SE BOUSCULE À DROITE

Qui va bien pouvoir habiter à Matignon? Persuadés que leurs problèmes de logement captivent l'opinion, les sous-chefs de la droite ont fait de cette passionnante question le centre de leurs discours et de leurs "petites phrases"...

Finies les bouches dédaigneuses que ces gens affichaient lorsque, sous les piques de Raymond Barre, il était de bon ton de ne pas trop avoir l'air de vouloir devenir le Premier ministre de Mitterrand.

Toubon, l'ombre de Chirac, a estimé sur Europe 1 que "*Jacques Chirac est le seul à remplir les deux conditions*" nécessaires au futur Premier ministre de droite.

Réponse du berger à la bergère : André Rossinot, président du Parti Radical, flanqué de Léotard du Parti Républicain et de Méhaignerie du CDS, a lancé le soir même : "*Tout peut sortir de l'UDF et, pourquoi pas, un Premier ministre*"... Et parmi les noms chuchotés par les sous-sous-chefs de ces sous-chefs, il y aurait l'Ex lui-même : Giscard, dans sa marche pour retourner au paradis présidentiel, ne dédaignerait pas de faire purgatoire à Matignon.

Que s'est-il donc passé, pour que Chirac et Giscard se précipitent ainsi? Jusque-là, ils semblaient plutôt se résigner à la victoire aux prochaines élections, en prenant le risque de se déconsidérer avant la seule bataille qui les intéresse réellement, celle des présidentielles de 1988. A ce moment-là, c'est Barre, avec ses grands airs de ne pas vouloir en croquer, qui les rendait jaloux.

Aujourd'hui, la situation semble s'être inversée. Serait-ce que, la baisse du dollar et du pétrole aidant, ils espèrent pouvoir passer sans encombre les deux ans qui séparent 1986 de 1988?

Le plus triste dans tout ça, c'est sûrement Chaban. C'est qu'il a été le premier à vouloir être le Premier ministre de Mitterrand, celui qui avait été prêt à se "dévouer", quand tous les autres faisaient semblant de ne pas vouloir...

J.J. F.

GAUCHE OU DROITE, LES AFFAIRES SERONT BONNES

Si les investisseurs américains s'inquiétaient de l'issue des élections du 16 mars, ils sont désormais rassurés.

Leur revue préférée, *Fortune*, vient en effet de répondre à leurs angoisses en ces termes : "*Une victoire de la droite serait une bonne nouvelle, non seulement pour l'industrie française, mais aussi pour les entreprises étrangères qui opèrent en France (...). Mais, même si les socialistes se débrouillaient pour passer, les perspectives sont bonnes pour les affaires*".

Pour mieux rassurer ses lecteurs, *Fortune* cite d'ailleurs quelqu'un de bien placé, le PDG d'Arco Chemical Europe, filiale d'un groupe pétrolier américain qui vient juste d'annoncer la création d'un complexe pétrochimique près de Marseille : "*Les socialistes sont pour les affaires, et l'opposition est pour les affaires*".

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995